

# JOURNAL DE LYON

Administration et Bureaux : rue de l'Hôtel-de-Ville, 63.

Bureaux de Vente : rue Centrale, 41.

La Rédaction ne répond pas des articles communiqués et ne se charge pas de les renvoyer. — Toute lettre non affranchie ou insuffisamment affranchie sera rigoureusement refusée.

## RÉDACTION

76, rue de l'Hôtel-de-Ville, 76.

## ANNONCES ANGLAISES

30 c. la ligne

PRIX DE L'ABONNEMENT			
Ville de Lyon. . . . .	Trois mois : 10 fr.	Six mois : 20 fr.	Un an : 40 fr.
Département du Rhône. . . . .	11	22	44
Département limitrophes. . . . .	12	23	46
Autres départements. . . . .	13	25	48

Pour l'Etranger, le port en sus.

## LES ABONNEMENTS

partent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

## Gérant :

C. GUICHARD

Imprimerie de H. SROKEX, Lyon.

Le prix de l'abonnement est payable d'avance ; on ne servira pas les demandes non accompagnées d'un mandat sur la poste à l'ordre du Gérant.

## Lyon, le 3 Juin.

L'Assemblée continue de discuter en première lecture les divers projets de loi dont elle a fixé samedi l'ordre du jour. Après avoir décidé avant-hier qu'elle passerait, pour les deux parties de la loi municipale, à une deuxième délibération, elle a entamé dans sa séance d'hier la discussion générale du projet de loi électoral politique. Il faut dire qu'elle n'y est pas arrivée de plain-pied : au début de la séance une proposition de question préalable a dû être vidée, après un assez sérieux débat, avant d'entrer dans la délibération du projet.

La question préalable a été soutenue par M. Brissou qui a adjuré l'Assemblée, si elle veut certainement faire œuvre d'apaisement, de donner, en déclarant qu'elle a confiance dans le suffrage universel, une preuve éclatante de ses bonnes intentions.

M. Bertauld est venu appuyer la proposition de M. Brissou, en se basant sur des considérations de droit public. Il a soutenu avec cette force de logique qui distingue l'éminent juriste, qu'une loi électoral politique ne peut être utilement et loyalement votée qu'après la discussion et le vote des lois qui organisent les pouvoirs publics et leur transmission. Son discours a été consacré tout entier au développement de la proposition présentée jadis, par M. Dufaure, à la commission des lois constitutionnelles et qui était conçue en ces termes : « Avant de déterminer le mode d'élection, il faut savoir quels corps on élira et quelles seront leurs attributions. »

M. Bertauld, malgré les plus claires et les plus judicieuses raisons, malgré les plus solides arguments, a perdu son temps et sa dialectique devant l'Assemblée qui était décidée à passer outre. L'honorable M. Lacaze qui, dans un esprit de conciliation a voulu ensuite remplacer la question préalable par un ordre du jour destiné à remettre les débats sur la loi électoral après le vote des lois constitutionnelles, n'a pas été plus heureux, et l'on a commencé, sans désemparer, la discussion du projet de loi électoral politique. M. Delorme a pris le premier la parole, pour combattre le projet de la commission, et, après l'avoir entendu, l'Assemblée a renvoyé à aujourd'hui la suite de la discussion.

Un incident assez grave s'est produit, au début de la séance, à l'occasion de certaines paroles de M. Brissou, lesquelles n'ont point eu, naturellement, le don de plaire à la fraction bonapartiste de la Chambre. Les impérialistes n'aiment guère qu'on leur rappelle ni Sedan, ni le vote de déchéance. Or, il semble que, chaque jour, doive leur être décoché quelque trait qui les trouble, nous ne dirons pas dans leur conscience, mais du moins dans leurs desseins. — Hier, c'était M. le vicomte d'Haussonville qui faisait gronder leurs murmures ; c'est aujourd'hui M. Brissou qui, appuyant sans ménagement sur la plaie, a provoqué leurs clameurs.

L'atteinte qu'ils ont subie leur a été si sensible qu'ils n'ont pas pu se contenir, et que du milieu de leurs cris s'est élevée une parole de menace. — « Nous vous imposerons le silence ! » s'est écrié M. Levert, l'un des leurs. — Eh bien, M. Levert nous semble avoir fait preuve de plus d'empressement que de prudence. On savait, il faut le dire, à quoi s'en tenir sur les dispositions décebristes des hommes de l'appel au

peuple, mais l'on n'eût osé croire qu'ils pousseraient jusqu'à l'extravagance, l'audace de leurs aveux.

La parole de M. Levert est bonne à conserver et devra paraître un enseignement suffisant pour tous ceux qui doutaient encore. — « Nous vous imposerons le silence ! » — Tout l'empire est dans ce mot. Que nos politiques, cette fois bien avertis, y prennent garde !

La déclaration apportée dans la séance d'avant-hier, par M. de Fourtoul, a produit, dans le public, un certain étonnement. Ce n'est pas que l'on comptât outre mesure sur le libéralisme du nouveau ministère, mais cette conduite de demi-prudence et de demi-effacement à laquelle on croyait le cabinet résolu de se tenir, ne faisait pas prévoir que sa bizarre intervention au sujet de la nomination des maires vint à se produire.

L'agence Havas s'empresse aujourd'hui d'expliquer d'une façon assez originale les motifs qui ont dicté la déclaration de M. de Fourtoul.

« Le gouvernement a voulu, dit-elle, rassurer ses représentants sur ses dispositions et leur montrer qu'il est disposé à faire cause commune avec eux, et qu'à l'influence de la commission de décentralisation, il opposera son influence auprès de la Chambre. »

Il faudrait entendre, d'après ce langage, que M. de Fourtoul se propose de gouverner pour ses fonctionnaires, maires et autres agents, et non de gouverner par ses agents, maires et autres fonctionnaires, ce qui ne semble, en soi, ni convenable, ni correct, pas plus au point de vue des bons principes de gouvernement, qu'au point de vue des intérêts du pays.

Bien que tout nous démontre que M. de Fourtoul est animé des dispositions les plus arrêtées pour suivre les procédés et la doctrine politique de son prédécesseur, nous ne croyons pas qu'il pousse au point, que semble l'indiquer l'agence Havas, sa condescendance envers les fonctionnaires et les maires de M. de Broglie.

Cette fois encore, l'agence Havas aura sûrement montré « trop de zèle. »

## INFORMATIONS POLITIQUES

Un incident très violent s'est produit dans le deuxième bureau, à propos de la discussion sur la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône. M. Bouchet avait prononcé un grand discours contre le projet de M. de Fourtoul, lorsque M. Bataillon dit : la parole est à M. Pelletan. M. Pelletan répondit qu'il serait préférable que les défenseurs du projet prissent d'abord la parole. Personne ne dit mot ; M. Pelletan ajoute que M. Baragnon, qui a fait partie de l'ancien cabinet et qui fait partie du nouveau, pourrait peut-être donner d'utiles renseignements au bureau.

M. Baragnon déclare qu'il s'en réfère aux considérants ; M. Pelletan renonce à la parole en constatant que personne n'ose défendre le projet de loi. On allait nommer le commissaire, lorsque M. le marquis de Maleville, en termes très mesurés, exprime ses regrets de voir le gouvernement persévérer dans sa politique de combat, au lieu de suivre une politique d'apaisement et de conciliation.

M. Baragnon, mu comme par un ressort, n'y peut plus tenir et déclare qu'il est étonné de voir un homme aussi modéré que M. le marquis de Maleville défendre les « hommes de désordre. » Aussitôt M. Schœlcher se lève et dit à M. Baragnon : C'est une insolence. Les députés de la gauche se joignent à M. Schœlcher pour protester contre le langage de M. Baragnon. Les députés de la droite estimaient aussi que le bouilliant sous-secrétaire d'Etat, qui a déjà compromis un ministère et qui est en train

de compromettre le second, était allé trop loin. Du reste, M. Baragnon n'a pas osé riposter.

M. Wolowski a déposé lundi sur le bureau de la Chambre, après l'avoir développé devant la première sous-commission du budget de 1874, une importante proposition dont le but est le suivant :

Ne plus recourir à aucun impôt nouveau ni à aucune augmentation des impôts existants ; Mettre en équilibre le budget de 1875, au moyen de la conversion de l'emprunt Morgan et des avances de la Banque de France ; Fonder un amortissement de 100 millions de francs, consacré à la dette publique ; Supprimer le cours forcé des billets de la Banque de France ; Diminuer la dette flottante ; Etablir le budget de 1875 en excédant de recettes, sans aucun surcroît d'impôts, au moyen des sommes déjà inscrites aux dépenses de 1875, et couvertes par les recettes actuelles.

Voici le texte de cette proposition : Article premier. — Une rente de 75 millions de francs en 5 0/0 ou en 3 0/0 sera inscrite au grand-livre de la dette publique pour servir à la conversion de l'emprunt Morgan, contracté en 1871, et des avances faites au Trésor par la Banque de France.

Art. 2. — A partir du . . . . . les billets de la Banque de France cessent d'avoir cours forcé, mais ils conserveront le cours légal sur l'ensemble du territoire français.

Art. 3. — Sur la somme de 225,459,795 francs inscrite au budget de 1875, pour le service de l'emprunt Morgan (17,758,795 fr.) et le paiement de la Banque de France (207,700,000 fr.), une somme de 25,459,795 fr. sera retranchée, afin de ne plus recourir à un impôt nouveau pour mettre le budget en équilibre. 75 millions de francs seront consacrés au service de la rente nouvelle en 5 0/0 ou en 3 0/0 employée à la conversion de l'emprunt Morgan et des avances de la Banque de France. L'excédant disponible servira à solder la différence entre les dépenses et les recettes du budget de 1874, et le surplus sera employé au service de la dette flottante.

100 millions de francs seront désormais consacrés annuellement à l'amortissement de la dette publique. Enfin les 25 millions de surplus seront portés en recette jusqu'à décision ultérieure.

Aujourd'hui mercredi, séance importante du centre droit pour se mettre d'accord sur un programme politique.

La rédaction de ce programme est confiée à M. le duc de Broglie, ancien président du centre droit ; à M. le duc d'Audiffret-Pasquier, président actuel ; à MM. de Goulard et Léonce de Lavergne, vice-présidents.

La réunion du centre droit compte 160 membres, sans parler d'un certain nombre de députés qui, ne faisant partie d'aucune réunion parlementaire, votent presque toujours avec le centre droit.

On écrit de Paris au Journal de Bruxelles :

On disait hier dans les cercles politiques que M. le duc de Broglie aurait fait demander au prince de Hohenlohe des renseignements sur le bruit qui court depuis deux jours d'une candidature prussienne pour le trône d'Espagne.

Il paraît que l'ambassadeur a déclaré ne rien savoir ; mais il s'est montré tout disposé à transmettre à son gouvernement la demande du ministre des affaires étrangères.

Dans une réunion tenue lundi à Auxerre, à laquelle assistaient environ 500 personnes ainsi que les députés républicains de l'Yonne, M. Gambetta a exposé la situation générale du parti républicain et montré ses progrès, dus à sa méthode politique.

Les élections législatives, a-t-il dit, sont depuis trois ans constamment favorables à la République ; elles ont écarté successivement les diverses formes monarchiques. La lutte finale sera entre ces deux formes de la démocratie : République ou césarienne. M. Gambetta a attaqué le parti bonapartiste et conclu par un appel à l'union des républicains et des libéraux pour organiser définitivement le pays par lui-même.

— Rien de bien nouveau, mon colonel, répondit l'intendant en clignant de l'œil ; ce sont ces demoiselles qui se chamaillent, et M. le baron qui cherche, en douceur, à les remettre au pas.

— Peste ! quelle douceur ? dit l'ancien officier, tout en aidant Francine à sauter du marche-pied ; si mon digne cousin se livre souvent à ce genre de vocalises, il y perdra certainement la voix.

— Si cela continue, mon colonel, M. le baron y perdra bien autre chose ; ce qu'on gaspille ici est inimaginable, l'argent fond comme le beurre entre les griffes de ce régiment de pillards, et surtout entre celles de M<sup>lle</sup> Mariette, qui tient ici le haut du fourneau. Mon maître n'y voit que du feu. . . . . Quand cette coquine est entrée ici, son bagage tenait dans un mouchoir noué aux quatre coins ; aujourd'hui, il lui faudrait un chariot pour emporter toutes ses fanfreluches. . . . . Ah ! si M. le baron avait le bon esprit de faire maison nette !

— Sois tranquille, mon brave Pierrotin, cela ne peut manquer d'arriver un jour ou l'autre. — Il faudra donc que le bon Dieu s'en mêle.

— A moins qu'il ne me remette ses pouvoirs. . . . . Et, quant à Mariette particulièrement, je me charge de la rappeler à la discipline.

— A savoir, mon colonel ; tout ce qu'elle fait est bien fait. M. le baron en est un peu toqué, passez-moi le mot ; quand je me permets, par hasard, une observation, il m'appelle imbécille et m'envoie au diable.

— Il te reste toujours la ressource de ne pas y aller.

— Vous voyez bien que j'en use, mon colonel, puisque je suis là.

Pendant cet a-parte, Francine recommandait au palefrenier de donner un pichon à un cheval, mais de ne pas déceler, parce qu'il se pouvait que le cabriolet fût envoyé à Chambly.

— Vous entendez ! insista Mariette avec

Le Bien public croit savoir que le gouvernement s'est ému des complaisances de M. le préfet de Nadiillac pour le parti carliste. On reconnaît que l'attitude étrange de ce fonctionnaire est de nature à nous créer des difficultés diplomatiques.

On va jusqu'à dire que son déplacement est chose décidée.

D'après le Messager de Toulouse, M. Welche serait remplacé à la préfecture de la Haute-Garonne par M. Pascal, préfet de la Girondine.

Le journal républicain de Brest, l'Electeur du Finistère, vient d'être suspendu pour deux mois, par le général commandant l'état de siège, pour outrages au gouvernement.

On signale certain mouvement d'opinion dans le département de la Nièvre, motivé par l'élection de M. de Bourgoing. Les adversaires de cette candidature préparent de nombreuses protestations, qui amènent naturellement la préparation de contre protestations.

Le motif principal de protestation est l'abus qu'a fait M. de Bourgoing du nom de président de la République.

La majorité de M. de Bourgoing a d'ailleurs été si faible que les moindres faits relevés suffiraient pour la faire invalider.

Cette majorité, dit le Bien public, ne dépasserait même pas de 418 voix le chiffre de la majorité absolue, comme nous l'avons annoncé d'abord, d'après d'autres journaux.

Si nous prenons, en effet, les chiffres fournis par le Journal de la Nièvre, le nombre des votants a été de 74,512, dont la moitié plus un est 37,257. M. de Bourgoing ayant obtenu 37,568 suffrages ne serait élu qu'à une majorité absolue de 311 voix.

Si même on recompose le nombre des votants en additionnant les voix obtenues, d'après le même journal, par MM. de Bourgoing, Gudin, de Pazzis et divers, on trouve un total de 74,568, donnant pour majorité absolue 37,285.

M. de Bourgoing n'aurait donc que 283 voix en sus de la majorité absolue. Il aurait suffi, pour qu'il ne fût pas élu, du déplacement de cent quarante-deux voix.

Or, voici les premiers faits que l'on signale et dont l'importance s'accroît singulièrement en présence d'une aussi infime majorité.

C'est d'abord l'arrestation, trois jours avant l'élection, d'un électeur républicain d'Alligny-Morvan, M. Girard, connu et considéré dans tout le canton de Montsauche. On l'a vu, le 20 mai, traverser nombre de communes, garotté, conduit par deux gendarmes. On imagine aisément l'effet produit sur les 4,000 électeurs du canton, où M. de Bourgoing a obtenu une majorité inattendue.

Dans le canton de Vazzy, 125 électeurs ont signé une protestation fondée sur ce qu'ils ont été mis dans l'impossibilité de voter, faute de bureau constitué dans leur section. Leurs votes ont été également refusés par le maire président l'autre section établie dans la commune.

A Saint-Armand, on cite trois individus ayant voté sans être électeurs. Le receveur burocratique constamment sur son bureau des bulletins au nom de M. de Bourgoing, qui était à ses yeux, disait-il, un candidat agréé par l'administration.

A Bouhy, les affiches de M. Gudin ont été lacérées dès leur opposition, dans la proportion de quatre sur cinq. Les bulletins de M. de Bourgoing étaient distribués par le garde-champêtre en même temps que les cartes d'électeur.

Il serait extrêmement fâcheux, et la première délibération donne quelque raison de le craindre, que la loi municipale payât les frais des incidents qui lui ont donné la priorité, à l'ordre du jour, et que les votes fussent dictés plutôt par des inspirations de tactique que par l'appréciation loyale et impartiale des questions à résoudre.

L'importance de telles questions dépasse, et de beaucoup, tout intérêt de stratégie parlementaire.

L'électorat municipal, ses condi-

tions et ses preuves, la nomination des maires, la composition et les pouvoirs des conseils municipaux, voilà, par exemple, des points qui auront une influence décisive sur l'ensemble des affaires du pays parce qu'ils toucheront directement chacune de ses 38,000 communes. On ne saurait donc apporter à les résoudre trop d'étude approfondie et surtout de froide impartialité. C'est là qu'il faut éradiquer les vues absolues et les formules inflexibles, qu'il faut se défendre des entraînements exclusivistes politiques. Nous y tâcherons pour notre part et nous réservons tout d'abord la pleine indépendance de nos opinions.

Procéder par mesure sommaire et anticipée, condamner ou faire un panegyrique serait souverainement dangereux, injuste aussi pour un travail considérable comme celui de la commission de décentralisation. Nous faisons toutes réserves sur son système, mais nous lui devons ce témoignage qu'elle n'est pas animée de l'esprit aveugle de réaction ou de recul qui souffle depuis quelques mois. « Nous avons contribué à faire entrer dans nos lois quelques-unes de ces idées générales qui ont été celles de l'Assemblée tout entière, qu'elle nous avait donné la mission d'approfondir et que, sans manquer au mandat qu'elle tenait de vous, la commission de décentralisation ne pouvait pas abandonner. »

Ainsi finit le rapport. Le projet de loi réalise-t-il ses promesses ? Le fait est-il en harmonie avec les intentions ? Nous verrons. Mais, par ce temps de palinodies, la profession de foi est déjà, à elle seule, un mérite !

C'est au cours de la discussion détaillée que nous discuterons et concluons nous-mêmes sur chacune de ces graves questions.

Un correspondant de Genève nous signale une lettre récemment adressée au Courrier de la Côte par le préfet du district de Nyon. Nous sommes heureux de voir le respect que professe cet honorable fonctionnaire pour la liberté religieuse. C'est au moment où tant de regrettables excès viennent compromettre la bonne réputation de la Suisse, que les esprits vraiment libéraux se montrent plus attentifs à protéger les droits des catholiques.

Nyon, le 26 mai 1874.

Monsieur le rédacteur,

Je tiens à signaler à votre public un fait regrettable sur lequel les autorités d'un pays qui comprend la vraie liberté ont le devoir d'attirer l'attention de leurs concitoyens.

Quelques catholiques de Nyon se sont plaints de ce que, dans certaines soirées dramatiques et musicales, leur religion aurait été chansonnée et tournée en ridicule, contrairement à toute convenance et surtout au droit de protection bien établi et bien constaté que la loi accorde aux autres cultes. Pour ma part, je regrette vivement que de semblables plaintes aient eu leur raison d'être.

Que dirions-nous, nous autres protestants, si dans les cafés de Gex ou de Divonne, notre religion et nos pasteurs étaient tourmentés publiquement en ridicule et si les autorités étrangères fermaient les yeux sur des faits qui sont de vraies atteintes à la liberté. Je le répète, ce sont là des atteintes à la liberté dont doivent jouir dans notre canton des citoyens qui ne fassent un autre culte, mais qui obéissent aux mêmes lois que nous. Il s'agit ici non-seulement de tact et de convenance, mais surtout de droit et de liberté.

J'espère que ces quelques lignes suffiront pour rappeler au sentiment de la convenance MM. les artistes qui viennent de temps à autre se produire dans notre ville. Ils peuvent nous

— Et c'est pour une considération si futile. . . . .

— Comment, si futile ? On voit bien que tu as un jeune estomac qui ne doute de rien !

— Si vous le désirez, mon oncle, j'apprendrai à le faire, ce fameux coulis.

— Je le désire très-fort, ma nièce.

— Ce ne doit pas être bien difficile.

— Tu crois cela, ma mignonne ?

— En ce moment, Pierrotin passait, le chevreuil sur l'épaule.

— Voilà ce que mon père vous apporte, dit Francine.

— Belle pièce ! s'écria le baron en se frottant les mains.

— On m'a donné dernièrement une recette de plantes aromatiques pour faire mariner le gibier. . . . .

— Et ces plantes, chère petite ?

— Je puis bien avoir aussi mon secret.

— Surtout ! Je te l'achète contre une paire de boucles d'oreilles ou contre un bracelet.

— Nenni, je le garde, monsieur mon cher oncle, à moins que vous ne soyez bien gentil, bien raisonnable, et que vous n'écarteriez de vous ces vilaines occasions de vous mettre en colère et d'abréger ainsi votre vie.

— Allons, pensa le gentilhomme, faisons quelque chose pour elle. . . . . et pour sa mariade.

Puis, tout haut :

Pierrotin, ajouta-t-il avec majesté, — majesté comique pour ceux qui connaissent ses petites faiblesses, — Pierrotin, tu sais que je ne reviens jamais sur mes décisions ; fais le compte des servantes et donne-leur une indemnité de quinze jours. Je leur accorde une heure pour décamper ; si, après ce délai, il s'en trouve encore une au château, c'est toi que j'en fais responsable.

— Pas de danger, monsieur le baron ; la besogne me paraît trop pour que je l'esquive.

— Seulement, reprit le gentilhomme, le service exige que nous en gardions au moins

donner mieux que des chansons du genre celles dont on s'est plaint.

J'ajoute en terminant que si, malheureusement, de nouvelles réclamations m'étaient adressées, il existe d'autres moyens pour faire respecter le droit de ceux qui se croient insultés dans leur religion.

Veillez agréer, etc.

Le préfet du district de Nyon,

DUPLESSIS.

Nous avons déjà fait remarquer que le canton de Vaud a, depuis le commencement de la crise religieuse, montré beaucoup de modération. Le préfet de Nyon s'est montré fidèle à cette politique, en condamnant les platanes inconvénients dont quelques catholiques avaient eu à se plaindre.

Notre correspondant parisien signale à notre attention les deux articles suivants attribués, paraît-il, à M. Casimir Périer, et qui ont produit dans le monde politique une assez vive impression :

On lit dans le Journal des Débats :

Le centre droit restera-t-il le prisonnier de la droite ? Aura-t-il assez d'énergie pour prendre la place que la sagesse du centre gauche et de la gauche lui offre à la tête d'une majorité nouvelle ? Les chefs persistent-ils dans la défense du programme dont l'affirmation a été l'honneur de MM. d'Audiffret-Pasquier, de Goulard, Mathieu-Bodet, de Lavergne, Waddington, Cézanne dans la dernière crise, programme qui n'a échoué que devant l'opposition de la réunion Colbert ?

Telles sont les questions que l'on se pose avec anxiété dans tous les groupes parlementaires, et de la solution desquelles peut dépendre l'avenir de la France.

Dans les crises comme celles que nous traversons, la responsabilité des hommes politiques est en raison directe de la confiance qu'ils inspirent et du rôle que les événements leur imposent.

C'est une rare et redoutable fortune que d'être appelé par un concours de circonstances à exercer une influence décisive sur les affaires de son pays. Beaucoup d'hommes éminents n'ont pas eu dans toute leur vie l'occasion de montrer ce qu'ils valaient et ce qu'ils pouvaient. Mais ceux à qui s'offre cette occasion et qui la manquent s'exposent au jugement sévère de leurs contemporains et de l'histoire.

Dans les périodes qui nous menacent doivent s'effacer toutes les questions secondaires, tous les petits calculs, tous les petits scrupules. Il faut aux hommes que l'heure désigne et que l'impératif fait les maîtres de la situation, un cœur ferme et une décision prompte. Car l'heure passe vite, et tel succès possible aujourd'hui, deviendra impossible demain.

On ne s'y trompe pas, il n'y a qu'une seule question en ce moment : veut-on faire un gouvernement ou ne le veut-on pas ? Tous ceux qui peuvent surgir ne disent rien, ne prouvent rien que la confusion, le trouble, l'incertitude et l'impuissance actuelle des partis.

Il faut sortir de cette situation.

Le succès est-il certain ? Une majorité nouvelle se constituera-t-elle derrière les hommes que le veto de la réunion Colbert a renversés avant qu'ils aient pu donner à la France l'espoir d'une politique modérée et d'un gouvernement de sang-froid ?

Sincères dans notre langage comme nous le sommes dans nos vœux, nous n'osons l'affirmer ; mais voici ce que nous affirmons : c'est que nul ne réussira en tentant autre chose ; c'est que, hors de cela, il n'y a que négations et déceptions. D'ailleurs, est-ce que l'échec serait stérile ? Non, il serait utile autant que glorieux, car il aurait préparé au parti conservateur, autant que libéral un terrain et un programme pour le jour d'une dissolution devenue inévitable et prochaine. Il n'y a plus désormais que deux solutions en présence : l'empire et la république.

L'Assemblée nationale, en prolongeant la durée d'un mandat dont le terme a été livré à sa discrétion, peut retarder l'heure où se posera l'alternative ; il ne dépend pas d'elle de la faire disparaître. Nous ferions au pays, qui n'a pas perdu la mémoire, et à l'Assemblée,

une ; or, Mariette ayant été, dans tout ceci, la plus calme et la plus soumise, il est juste que nous lui donnions la préférence.

L'intendant sortit de l'office en haussant les épaules. Du reste, le gros de ces demoiselles s'en allait, et c'était toujours cela de gagné.

Le colonel, étendu sur un banc, dans le jardin, fumait un cigare, en attendant de commencer, lui aussi, les hostilités. Il était soucieux ; sa conscience, qu'il interrogeait, lui répondait qu'il avait peut-être un peu superficiellement rempli ses devoirs de tuteur. Il était clair que, moins abandonné aux Francs et à lui-même, guidé dans la vie par un homme de son rang, soumis à des devoirs sociaux, mis à même de voir et de comparer, il était clair, disions-nous, que Christian n'eût pas circonscrit l'univers à Chambly seulement, et qu'il en serait résulté, pour lui, de plus hautes visions.

Le ciel le punissait par la désolation de Francine, froissée dans ses espérances et trompée dans ses affections.

Nous rendons, du reste, à M. Duranton toute justice qu'il faisait actuellement tout intérêt personnel ; le mariage de Christian et de Modeste lui semblait indispensable ; aussi était-il d'autant plus décidé à y concourir loyalement qu'il s'en reconnaissait en quelque sorte la première cause.

Pierrotin avait procédé vite et militairement.

Du banc où il était, le colonel put assister au départ simultané de quatre fillettes, en somme assez jolies, quoique la mine allongée et les yeux rouges ; quatre ennemies de la veille, momentanément frappées du même ostracisme et réunies par le même malheur.

(La suite à demain.)

## FEUILLETON DU JOURNAL DE LYON

Du 4 Juin 1874

52

## LE ROMAN

D'UNE

## PAYSANNE

PAR

VICTOR PERCEVAL

XIV

Nous avons laissé le colonel Duranton et sa fille partant pour Bussières, où ils allaient faire, au profit de Christian, le siège du baron. C'était, du reste, une journée de guerre, car en descendant



qui a prononcé deux fois la déchéance, une cruelle injure si nous semblons croire à l'indécision de l'un ou de l'autre dans ce dilemme inflexible.

Ceux qui avaient accepté la patriotique mission de constituer un gouvernement, ceux sur qui la France a les yeux, ont contracté de grands devoirs et donné de grandes espérances. Qu'ils persévèrent et qu'ils prennent résolument en main, comme députés, le programme qu'ils n'ont pu faire prévaloir dans la formation d'un cabinet. Leur honneur l'exige, et, vainqueurs ou vaincus, ils auront bien mérité de leurs concitoyens.

\*\*

#### On lit dans le Temps :

Le 7 décembre 1872, six mois avant le renversement de M. Thiers, près d'un an avant l'échec des combinaisons monarchiques, cent dix membres de l'Assemblée nationale déposaient un projet, sur lequel ils appelaient l'examen de la commission chargée de présenter à l'Assemblée les lois destinées à régler les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle. Les bases indiquées étaient les suivantes :

Prolongation pour quatre ans des pouvoirs du président de la République ;  
Règlement de la transmission des pouvoirs ;  
Renouvellement partiel de l'Assemblée nationale ;  
Création d'une seconde Chambre.

Voici dans quels termes était motivée la proposition :

« Les soussignés considérant que la situation actuelle ne peut se prolonger, que la France a besoin d'un gouvernement régulier qui lui assure un lendemain ; qu'il est donc nécessaire de donner à la République, gouvernement légal du pays, les institutions qui, dans tous les Etats libres, régissent la transmission, l'action et les attributions des pouvoirs publics, ont l'honneur de soumettre à la commission nommée dans les bureaux le 5 décembre le projet suivant : »

C'était donc bien la République qu'il s'agissait de consacrer et d'organiser, sans réserves, ni restrictions, ni terme. Au bas de cet important document, avec les signatures des principaux membres du centre gauche, nous trouvons celles de beaucoup de députés dont les votes récents semblaient indiquer qu'ils s'opposaient à la République, mais qui, aujourd'hui, bien éloignés de leurs idées d'abord, nous ne citerons pas de noms propres, puisque chacun peut les lire dans l'Officiel. Mais nous pouvons nous étonner à bon droit que ceux qui étaient, il y a dix-huit mois, disposés à constituer la République, votent aujourd'hui avec ceux qui refusent de sortir d'un état personnel et de donner au pays un gouvernement qui ne dépend pas de la vie ou des résolutions d'un homme.

Il nous semble au contraire que ceux des honorables républicains de 1872 qui s'associent aujourd'hui aux républicains de la droite contre la République, auraient toutes sortes de raisons de penser et d'agir différemment. En décembre 1872 la démonstration de l'impossibilité de relever une monarchie n'avait pas encore été faite ; en décembre 1872 une année de gouvernement de réaction n'avait pas encouragé les bonapartistes, ne leur avait pas livré une partie de l'administration et le plus grand nombre des municipalités ; en décembre 1872, le chef de l'Etat était M. Thiers que les membres dont nous parlons ont renversé le 24 mai, qu'ils fussent prêts, six mois auparavant, à faire avec lui la République et que nous ne pouvons comprendre comment, ayant placé pour sept ans à la tête du pouvoir exécutif un chef à qui ils prodiguaient les marques de confiance, ils ne voudraient pas, en 1874, donner à son gouvernement les conditions de force et de stabilité que, dans une situation bien moins critique, ils jugeaient indispensables.

Les rapprochements du genre de ceux que nous venons de faire abondent dans la triste histoire parlementaire des trois dernières années et les contradictions s'y pressent et s'y heurtent de façon à rendre impossible à l'opinion publique de ne pas s'égarer dans ce labyrinthe. Il est grand temps que cela finisse.

Nous rapprochons des documents qui précèdent l'extrait suivant d'une correspondance adressée de Versailles à la Presse, journal qui, on le sait, passa pour puiser ses inspirations à l'hôtel même de la présidence :

On s'entretient beaucoup dans les groupes conservateurs du vote de samedi.  
On s'accorde généralement à reconnaître que l'Assemblée avait pris vis-à-vis du maréchal de Mac-Mahon des engagements qu'elle semble maintenant ne pas vouloir tenir.

En effet, il avait été entendu que les pouvoirs du président seraient non-seulement bien définis, mais encore parfaitement constitués.

Or, l'Assemblée nationale, ou du moins une partie de l'Assemblée, paraissant peu décidée à vouloir voter les lois qui doivent affirmer ses pouvoirs, le maréchal va se voir probablement contraint de rappeler à l'Assemblée qu'elle a le devoir de tenir les engagements contractés et parant de constituer le septennat d'une manière définitive.

La tournure que prennent les débats parlementaires, l'échec subi en silence par le ministère dans la séance de lundi et le peu de probabilité qu'il y a aujourd'hui de voir l'Assemblée aborder la discussion des lois constitutionnelles, ont, paraît-il, fortement indisposé le maréchal, qui s'apprêterait à sommer la Chambre de tenir les engagements qu'elle a pris envers lui.

Il est à désirer que cette démarche, si elle se réalise, ait le succès que peut en espérer le maréchal ; nous ne saurions nous empêcher de constater toutefois qu'elle arrive un peu tard, et qu'il devient de jour en jour plus difficile de réparer le mal causé par les hésitations et les fausses manœuvres de M. de Broglie.

Si le chef de l'ancien cabinet, au lieu de ruser avec tout le monde, eût nettement pris parti pour le « septennat-impersonnel », peut-être n'eût-il pas été renversé le 16 mai. Et si, au lendemain de sa chute, le maréchal eût choisi les membres de son cabinet parmi ceux qui avaient fait de cette organisation du septennat la base de leur programme politique, il n'en serait point réduit aujourd'hui à stimuler le zèle de l'Assemblée et peut-être à se mettre en conflit direct avec elle.

C'est, sans doute, en vue de prévenir les conséquences de cette éventualité redoutable que les chefs des deux centres ont repris leurs pourparlers, et que l'opinion, dans les régions politiques, semble encourager leurs efforts. Il est clair, en effet, que — pour avoir perdu un temps précieux — le gouvernement a laissé la situation s'aggraver, et que,

à défaut d'une entente qui obligerait le centre droit à donner, de son adhésion définitive à la République, les garanties les plus sérieuses, on ne voit pas sur quelles bases pourrait se constituer une nouvelle majorité.

Tout replâtrage, toute reprise en sous-œuvre des projets incomplets de M. de Broglie, laisserait le centre droit, la droite modérée, et par conséquent le ministère en minorité. Les 317 ne perdraient peut-être pas un suffrage, mais ils n'en gagneraient pas un non plus, ni à droite, ni à gauche.

Pour que la mise en demeure que l'on prête au maréchal l'intention d'adresser à l'Assemblée ait quelque chance de modifier la situation, il faut donc de toute nécessité que le gouvernement puisse compter sur l'entière réussite des efforts que l'on tente en ce moment pour rapprocher les deux centres.

On doit penser, en effet, qu'à la sommation d'organiser le septennat, l'Assemblée répondrait par une autre sommation, adressée aux ministres, d'avoir à s'expliquer sur la manière dont ils entendent cette organisation.

Et qu'advient-il s'ils déclaraient l'entendre d'une autre façon que la majorité de l'Assemblée ?

#### Une conversation du comte Andrassy

Le correspondant du Nord de Bruxelles rend compte, en ces termes, d'une conversation qui aurait eu lieu dernièrement entre le comte Andrassy et M. de la Guéronnière.

Vous savez sans doute que M. le vicomte de la Guéronnière a fait dernièrement un voyage en Allemagne et en Autriche. Le but de son excursion était Pesth, où il était chargé d'une mission de la part du conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer hongrois qui a son siège social à Paris, et qui a été formée en grande partie au moyen de capitaux français. Il s'agissait de la conclusion d'une convention avec le gouvernement hongrois, pour la prolongation du réseau de la Compagnie dont M. de la Guéronnière était le mandataire, jusqu'à sa jonction avec les lignes roumaines. La convention a été signée.

Au moment même où l'ancien sénateur de l'empire poursuivait ces négociations avec le ministère hongrois, les délégations siégeaient à Pesth et le comte Andrassy se trouvait dans cette capitale. M. de la Guéronnière, qui avait connu ce ministre lorsque, exilé de son pays, il habitait Paris, et qui plus tard avait renouvelé connaissance avec lui, alors que, nommé lui-même ambassadeur de France à Constantinople, il traversa l'Autriche-Hongrie pour se rendre à son poste, profita de la présence de M. Andrassy à Pesth pour lui faire une visite.

L'ancien ambassadeur de France et le ministre des affaires étrangères de l'empereur François-Joseph ont eu ensemble un assez long entretien, dont la situation actuelle de l'Europe et surtout les relations de la France avec l'Allemagne ont naturellement fait les plus grands frais. J'ai sous les yeux une lettre de Vienne provenant d'une personne qui est en mesure d'être très-exactement renseignée sur ce qui se passe dans l'entourage du comte Andrassy, et il paraît que cet homme d'Etat a été vivement impressionné de la fermeté des déclarations pacifiques qu'il a entendues émettre par son interlocuteur ; ce n'est pas seulement en son propre nom ou au nom de son parti que M. de la Guéronnière a exprimé ces sentiments pacifiques ; il a ajouté que tous les partis en France sont convaincus de la nécessité absolue de la conservation de la paix, et de l'impossibilité, matérielle et morale, de faire la guerre ; il s'est dit en mesure d'affirmer de science certaine que telles sont aussi les dispositions du maréchal Mac-Mahon, dont le programme de politique extérieure consiste non-seulement à éviter de fournir à l'Allemagne aucun prétexte de réclamation qui puisse provoquer des difficultés, mais même à rester calme et impassible devant les provocations de l'Allemagne, s'il venait à s'en produire.

Vous connaissez assez les prédispositions pacifiques du comte d'Andrassy pour ne pas douter de la satisfaction qu'il lui a causée les paroles de l'ancien directeur de la France. Celui-ci, de son côté, n'a pu manquer d'apprécier de cet entretien une impression favorable, car le ministre austro-hongrois se serait attaché à faire voir sous son jour véritable l'accord qui s'est établi à la suite des dernières entrevues de souverains, en montrant que l'œuvre d'apaisement et de paix qui en est le but, est destinée à profiter à la France au moins autant qu'à toute autre puissance.

Quoi, bien entendu, la conversation dont je viens de parler n'a eu aucun caractère officiel, ni de prés, ni de loin, j'ai pensé que les détails qui précèdent seraient de nature à intéresser vos lecteurs, dans un moment surtout où l'on discute sérieusement, bien qu'un peu trop à la légère, dans certains journaux, les éventualités d'une guerre plus ou moins prochaine.

#### LETTRES D'ESPAGNE

Santander, 28 mai.

Le maréchal Concha a subitement repris l'offensive contre les carlistes. Il semblait occupé à ravitailler Vittoria et à rétablir les voies de communication. Mais, dès le 23, les différends corps se massèrent autour de Vittoria. On croyait assez généralement à une marche contre Estella et la Navarre. Le 24 mai au matin les divisions Echagüe et Martinez Campos s'engagèrent sur les routes de Arriaga et de Gambia vers la partie de la Biscaye la plus rapprochée du Guipuzcoa.

A peu de distance, le deuxième corps, la brigade Blanco, le quartier général suivaient sur le chemin de Villareal de Alava. Le général Martinez Campos occupa Arriaga et Echagüe, les hauteurs de Arlaban presque sans aucune résistance. Les carlistes ont à peine essayé d'opposer aux troupes une résistance des tranchées où ils s'étaient fortifiés ; ils fondaient cependant de grandes espérances sur ces positions de Arlaban.

Le grand avantage que le maréchal Concha a retiré de ce premier succès a été de s'emparer de deux bonnes routes pour aller en Guipuzcoa ou à Durango. La faction avait sans doute été prévenue des mouvements du marquis del Duero.

Dès le 25, don Carlos quittait précipitamment Durango. Il a été suivi de l'évêque d'Urgel, beaucoup de prêtres, les députations et les alcades royalistes. La cour errante s'est dirigée sur Elbar et Azpeitia. Elle espère trouver dans les savages montagnes du Guipuzcoa plus de moyens de résistance contre les coups de main du maréchal Concha. Durango a été dans la consternation en voyant partir ses hôtes.

Les populations carlistes commencent à se sentir très-alarmées ; elles présentent une invasion libérale qui va peser sur les adhérents du prétendant. Ses partisans émigrent en Navarre et même jusqu'en France. Un regard jeté sur une carte des provinces basques vous fera comprendre que le maréchal Concha a préféré se porter à 17 kilomètres de Vittoria dans des déficits, une fois pris, lui permettaient de tenir Durango à sa merci en coupant la retraite des carlistes si ses troupes pénétraient à la fois en Biscaye et sur la frontière du Guipuzcoa. Il pouvait entreprendre cette façon un peu hardie de chasser les carlistes de la Biscaye, car il avait autour de Miranda 26 mille soldats et 60 pièces de canon.

S'il peut dominer la résistance des factieux entre Durango, Ochandiano et Salinas, il sera non-seulement maître de Durango, mais en position d'évacuer les districts où les carlistes ont leurs dépôts, leurs fabriques et leurs blessés.

Autour de Bilbao, la situation de quelques bataillons qui fatiguent la garnison va se trouver bien compromise le jour où les troupes de la colonne de l'armée du Nord apparaîtront dans le nord-est de la Biscaye. Il est probable qu'ils iront vers la Castille et l'Ebre pour chercher une retraite. Pour le moment ils se bornent à maintenir un demi-blocus et à tirer sur le Nervion des que des bateaux passent à portée de leurs postes. Ils vont courir dans tout le Somorostro et ils font même payer chaque jour un droit de passage à la diligence qui porte le courrier de Bilbao à Santander. La plupart des usines et des fabriques qui avaient songé à travailler et dont quelques-unes avaient même essayé de recommencer ont laissé à leurs travaux ; quelques maisons renvoyaient leurs employés et emballaient leurs machines et leurs meubles.

Cinq heures et demie du soir. — Les derniers renseignements me permettent de compléter ce que je vous ai dit du maréchal Concha. Après avoir poussé jusqu'aux déficits qui mènent en Biscaye, il s'est replié sur Villareal de Alava. Durango avait évacué cette ville avec une telle précipitation que l'armée libérale a saisi un dépôt de provisions, des chevaux, des armes et quelques malades. Concha avait voulu tenir ses troupes en haleine et sonder le terrain. Il ne croyait pas l'ennemi aussi peu prêt à la résistance sur son propre terrain.

Les colonnes de l'armée du Nord sont revenues à Vittoria et reparties le 27 dans la direction de Salaverra pour faire une autre reconnaissance. Le général Echagüe est nommé commandant de la division de la Ribera et il serait parti pour Logroño avec quelques bataillons.

La démonstration sur la Biscaye est un de ces mouvements que Concha aime à faire pour masquer ses véritables plans. On croyait, hier matin, à Miranda et à Vittoria qu'il allait très-prochainement faire un mouvement décisif contre les lignes carlistes. Les forces de Durango sont tellement éparpillées depuis Durango jusqu'à Estella, qu'elles résisteront difficilement au choc de vingt-six mille hommes.

P. S. — Je viens d'apprendre que les difficultés ministérielles à Madrid se sont accrues à tel point que hier soir on croyait à la formation d'un cabinet Pavia-Topete. Ce serait un retour aux ministères de conciliation. Cette combinaison offrirait plus de chances de stabilité et elle arriverait à faire échec aux projets de la coalition alphonsiste et moutpensiste.

L'insuccès du cabinet, de si récente date, vient d'un mauvais accueil fait à ses projets financiers. On est bien sévère pour M. Camacho, il faudrait être sorcier pour relever les finances de la Péninsule.

Si ce changement de ministères est confirmé, on attribuera à la double influence des généraux Pavia et Lopez-Dominguez.

(Indépendance belge.)

#### ECHOS DE PARTOUT

On a de meilleures nouvelles de la santé de M. Guizot, qui a pu se promener lundi dans son jardin. Les forces sont longues à revenir, mais M. Guizot qui, la semaine dernière, se préparait à la mort avec fermeté et résignation, parle aujourd'hui de sa guérison prochaine.

Lundi a eu lieu à Londres le banquet annuel de la société de secours pour les journalistes âgés ou tombés dans l'indigence. Le duc de Somerset présidait ; parmi les autres membres on remarquait lord Houghton, l'amiral Robinson, le général Codrington, lord Stanley, sir Samuel Baker, beaucoup de membres du parlement, etc.

Ce fait nous prouve combien la profession de journaliste est plus estimée en Angleterre que chez nous.

A la fin du banquet, une souscription pour l'augmentation du fonds social a produit 28 mille francs.

Un léger nuage vient de s'élever sur les relations entre la Turquie et la Grèce. Le docteur Schliemann, dont la récente découverte du prétendu trésor de Priam dans les ruines de Troie a fait tant de bruit, avait été autorisé par le gouvernement ottoman à faire des fouilles, mais à la condition de remettre au musée de Constantinople les antiquités de valeur qu'il aurait découvertes.

Mais M. Schliemann, qui a son domicile à Athènes, y a rapporté tous les objets trouvés ; il a refusé d'obtempérer aux réclamations du gouvernement turc, et le tribunal grec, invoqué par ce dernier, l'a débouté de sa demande.

Les journaux d'Athènes annoncent maintenant que le ministre de Turquie près le gouvernement du roi a adressé au ministère des affaires étrangères une note dans laquelle il demande les raisons qui ont déterminé les tribunaux grecs à repousser la demande du musée impérial, demandant tendant à placer sous sequestre les antiquités troyennes découvertes par le Dr Schliemann. Le ministre ottoman invoque à l'appui de la demande du musée impérial l'article 24 du traité de commerce conclu entre la Grèce et la Turquie en 1835. Dans cet article, il est dit que la Turquie jouira en Grèce des mêmes droits que les Etats les plus favorisés.

Il y avait foule avant hier, malgré l'ardeur du soleil, sur le pont de la Concorde, pour contempler les évolutions nautiques d'un individu qui se soutenait sur la Seine au moyen d'un nouvel appareil de flottaison. Cet appareil se compose de tubes étroits en caoutchouc, remplis d'air et enroulés comme de petits serpents autour des membres.

Après avoir décrit des coupes avec d'autant plus de facilité qu'il avait la libre disposition de ses mouvements, il déplaça l'appareil et se trouva debout, le buste hors de l'eau. Il tira avec une corde un panier contenant une bouteille de vin, un verre et du saucisson. Il établit le tout sur un plateau en liège et se mit à manger.

Mais un bateau-mouche, en passant, agita la surface ; la bouteille perdit l'équilibre, le fit perdre au plateau, et bouteille, verre et saucisson disparurent. Le baigneur ne les suivit heureusement pas.

On lit dans les journaux du Havre :

C'est dimanche dernier qu'a pris fin le grand concours international organisé par la société havraise de tir.

Les Anglais ont presque tous quitté notre ville samedi soir. Embarqués à bord du bateau de Southampton, ils ont salué une dernière fois la terre de France par des hurrahs auxquels a répondu la foule immense réunie sur la jetée.

Il ne reste plus maintenant que quelques officiers anglais qui attendent la distribution des récompenses, qui doit avoir lieu mardi.

Les livres spéciaux, dit l'Evenement, renferment quelquefois des choses bien amusantes.

J'ouvre par hasard un Manuel du parfait Charcutier et j'y trouve un chapitre sur... (devinez sur quoi, je vous le donne en mille)... sur l'application des « principes de 89 » à la charcuterie de l'ancien régime.

Je ne plaisante pas. Lisez plutôt :

En fait de gibier, on avait introduit alors dans l'alimentation publique les bœufs et les coqs vierges de Caux. Ainsi, le progrès dans l'art, les tendances vers la liberté commerciale, l'amour du luxe et de la bonne chère avaient préparé ou étaient prêts à accueillir la Révolution qui allait se produire. Aussi, lorsqu'elle éclata et que s'écroula la vieille société française, les éléments de la nouvelle société se trouvèrent prêts à se reconstituer. Relativement au commerce de la charcuterie, cette révolution n'avait eu d'autre effet que de faire disparaître les bœufs et les coqs vierges de Caux. Les saucisses entrèrent tout de suite dans le mouvement. Allons, tant mieux ! Mais avez-vous jamais songé à examiner l'influence de la Révolution de 89 à ce point de vue entrelardé ?

Un aimable mari.

« Docteur ! docteur ! s'écrie Madame, qui est au lit avec d'horribles douleurs d'estomac. Docteur ! je vous jure que mon mari m'a empoisonnée... »

« C'est un mensonge, réplique l'accusé, je réclame une enquête. »

« Appelez-vous une enquête ? demande le praticien. »

« Parbleu ! c'est bien simple !... j'exige l'autopsie. »

Un ivrogne rencontre hier soir un mendiant qui lui tendait la main :

« Ah ! mon Dieu, dit le pauvre, donnez-moi quelque chose... je meurs de faim !... »

« Peuh ! fait l'ivrogne, la faim c'est rien, mon ami. Y a la soif, voyez-vous, la soif ! »

Au jardin d'acclimatation, devant l'électrophane.

On lui jette du pain, qu'il reçoit dans sa trompe.

On demandait à Petite-Jeanne si elle voudrait être l'électrophane.

Petite-Jeanne, gravement :

« J'aimerais pas qu'on me jette du pain dans le nez. »

#### CHRONIQUE

La 4<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel a entendu hier, jusqu'à cinq heures et demie, les plaidoiries de l'affaire dite du Comptoir de Lyon.

Comme nous l'avons annoncé hier, Boriasso a présenté lui-même sa défense.

Damaizin, Leichal et Dubois ont successivement pris la parole.

M<sup>re</sup> De Leiris et Devienne ont plaidé ensuite pour Busque, Martin et Hyvert.

La continuation des plaidoiries a été renvoyée à aujourd'hui.

M<sup>re</sup> Thevenet, Guillot, Montereau et Peyret prennent successivement la parole.

A la dernière séance publique du conseil de préfecture, M. le secrétaire général du département, pour l'administration, vu la délibération en date du 1<sup>er</sup> novembre 1871, par laquelle le conseil général de ce département a fixé la composition des deux séries des cantons des deux arrondissements, celui de Lyon et celui de Villefranche, pour le renouvellement de leurs membres par moitié, tous les trois ans, a procédé au tirage au sort des bulletins contenant les noms des cantons formant chaque série.

Pour l'arrondissement de Lyon, le premier bulletin sorti contient les cantons suivants :

Série B. 2<sup>e</sup> canton de Lyon.

— 4<sup>e</sup> —

— 6<sup>e</sup> —

— 8<sup>e</sup> —

— Canton de Villeurbanne.

— Givors.

— Vaugneray.

— L'Arbresle.

— St-Laur.-de-Chamousset.

Le second bulletin contient les cantons suivants :

Série A. 1<sup>er</sup> canton de Lyon.

— 3<sup>e</sup> —

— 5<sup>e</sup> —

— 7<sup>e</sup> —

— Canton de Neuville.

— Saint-Genis.

— Condrieu.

— St-Symphorien-s-Coise.

— Limonest.

— Mornant.

Pour l'arrondissement de Villefranche, le premier bulletin sorti de l'urne contient les cantons suivants :

Série B. Canton de Beaujeu.

— d'Arse.

— Bois-d'Oingt.

— Lamure.

— Thiry.

Le second bulletin contient les cantons suivants :

Série A. Canton de Monsols.

— Belleville.

— Amplepuis.

— Villefranche.

— Tarare.

M. le préfet du Rhône vient d'adresser à messieurs les maires du département la lettre suivante :

Monsieur le maire,

S. E. M. le ministre de l'intérieur, par un arrêté en date du 1<sup>er</sup> mai courant, appelle mon attention sur la disposition de la loi du 23 janvier 1874 qui impose aux surveilles l'obligation d'un séjour de six mois dans la même résidence, avant de pouvoir se déplacer.

Cette prescription de la loi est formelle. Cependant quelques exceptions ont été admises, parmi lesquelles l'impossibilité de se procurer des moyens d'existence.

Dans ce cas, il faut non-seulement que le surveillé justifie de cette impossibilité, mais aussi qu'il établisse qu'il trouvera dans la nouvelle localité où il désire résider les ressources qui lui faisaient défaut dans celle qu'il demande à quitter.

Cette double justification est indispensable.

Je ne pourrai donc accepter dorénavant à l'instruction les demandes de cette nature que vous m'adresserez qu'autant qu'il sera prouvé : 1<sup>o</sup> que

le surveillé ne trouve pas au lieu de sa résidence des moyens d'existence ; 2<sup>o</sup> qu'il lui sera possible de se les procurer dans celle où il demande à se rendre.

Recevez, monsieur le maire, etc.

Par arrêté préfectoral, et vu l'arrêté du 27 décembre 1873, sur la réorganisation du service des fourrières dans la ville de Lyon, le sieur Souche (Pierre), ouvrier, cours Perrache, n. 2, est chargé de la fourrière du 2<sup>e</sup> arrondissement, en remplacement de la veuve Pérolat, ouvrier, rue Saint-Joseph, non-acceptant.

Le sieur Bridet (Mathieu), tenant l'hôtel du Chapeau-Rouge, grande rue de la Guillotière, n. 47, est chargé de la fourrière du 3<sup>e</sup> arrondissement, en remplacement du sieur Roland, grande rue de la Guillotière, n. 2, non-acceptant.

Le sieur Boniface (Pierre), ouvrier, rue Coste, n. 1, est chargé de la fourrière du 4<sup>e</sup> arrondissement, en remplacement du sieur Nesme (Claude), petite rue de Cuire, n. 2, non-acceptant.

Le sieur Foucaud (Antoine), ouvrier, rue de Bourgogne, n. 6, est chargé de la fourrière du 5<sup>e</sup> arrondissement, en remplacement du sieur Lafay, rue de la Pyramide, non-acceptant.

Un journal nous donne l'explication de la présence de M. et M<sup>me</sup> Henri Chevreau dans nos murs.

Ils reviennent de l'ardèche. « On y élève des vers à soie et l'on y cultive la vigne. » Ils ont des propriétés à Privas, et ils y viennent, au mois de mai, lorsque les magnaneries fonctionnent ; en automne, quand se préparent les vendanges. »

Malgré cette ingénieuse découverte, il en est beaucoup qui persisteront à croire qu'il s'agit de faire filer des coccons et mûrir des raisins qui n'ont rien de commun avec ceux de la nature.

Qui vivra, verra.

M. et M<sup>me</sup> Henri Chevreau ont quitté, hier soir, notre ville.

Ils se sont dirigés par Paris, laissant vignes et vers à soie dans un état parfait.

Des commerçants du quartier des Chartroux ont adressé à M. le préfet la pétition suivante :

Monsieur le préfet,

Les soussignés ont l'honneur d'appeler votre attention sur les travaux qui s'exécutent actuellement à la jonction de la partie supérieure de l'ancien Jardin des Plantes et de la côte des Carmélites.

Les réparations nécessaires sur ce point devaient avoir pour but principal de faire disparaître l'étranglement en talus élevé provisoirement, il y a une douzaine d'années, en face des nos 22 et 24 de la côte. Au lieu de cela, on aggrave notre position ; l'étranglement, non-seulement subsiste, mais il est complété et fermé par un escalier provisoire en bois que nous craignons bien de voir durer autant que l'ancien.

En face de travaux qui détruisent toutes nos relations avec le clientèle de la rue de l'Annonciation et de la partie inférieure de la côte, nous vous prions, monsieur le préfet, de vouloir bien proposer à MM. les membres de la commission municipale de décider au plus tôt le nivellement normal de notre quartier. Nous acceptons avec résignation toutes les augmentations d'impôts présentes et à venir, mais nous demandons à ne pas être mis dans l'impossibilité de les payer.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de notre considération distinguée.

(Suivent les signatures.)

Le Petit Lyonnais annonce que M. Grandjean, qui avait été écroué le 8 mai dernier, sous l'inculpation d'arrestations illégales au 4 septembre 1870, vient d'être rendu à la liberté.



ions exceptionnelles qui font oublier les grandes distances qui le séparent des quartiers de l'ouest et du midi.

Les cibles devant être espacées à partir de 50 mètres jusqu'à 350 et 400 mètres, les tireurs seront à l'aise pour exercer et vérifier leur adresse. Mais il se présentera à Lyon, comme il s'est présenté ailleurs, une objection insurmontable, car elle n'a pas encore été traitée à fond et résolue.

Tirer avec des armes de précision, soigneusement réglées d'avance, munies parfois de caisses à lunettes, de détecteurs d'une sensibilité pour ainsi dire électrique, est-ce l'utile, le bon, le vrai moyen de parvenir à exceller dans l'art ? Au lieu de se servir d'armes avec lesquelles on est familiarisé de longue main, ne vaudrait-il pas mieux ne permettre dans les tir, sauf les exceptions réglementaires, que des armes prises au hasard, sans choix préalable, et de préférence parmi les armes usées de guerre ?

De cette manière, celui qui arriverait à tirer juste, au coup levé, pour ainsi dire, sans calculs, sans l'aide d'une savante recherche, sans précautions d'une difficulté peu pratique, en un mot, celui qui l'on présenterait à la première arme venue et qui prendrait la visée acquerrait une sûreté habituelle et indépendante des procédés et des recettes qu'il apprendrait dans les écoles, pourrait à son tour se dire habile tireur, au coup d'œil juste, à la main ferme et prompt, à l'épaule, à bras et au jarret stables.

Ces réflexions nous sont suggérées par des tirailleurs de cette catégorie, qui s'inquiètent peu de l'utilité que de l'agrément. Nous les présentons à leurs confrères qui ont intérêt à se préoccuper de ces diverses questions, surtout depuis notre malheureuse expérience de 1870.

Les observations que nous venons de présenter sont justifiées en partie par la bonne mesure que le gouvernement a récemment prise, de faire délivrer aux sociétés de tir, sous le régime de la loi de 1875, des armes de chassepot.

ISÈRE. — Les grands établissements militaires de Grenoble vont s'accroître de deux autres hangars pour le matériel sur roues de l'artillerie du 14<sup>e</sup> corps d'armée. L'adjudication, qui aura lieu le 15 du courant, est basée sur la somme de 500,000 fr.

On lit dans le Dauphiné :

« Nos montagnes, même les plus belles, sont quelquefois de désagréables voisins. Après des pluies torrentielles, des blocs de rochers descendant du jour de Pâques sur la route qui conduit de Saint-Laurent-du-Pont à la Grande Chartreuse.

Dimanche dernier, un éboulement assez considérable venait obstruer la route de Grenoble à Briançon, dans la traversée des rochers de cette route à été taillée sur les bords de la montagne entre le Peage-de-Vizille et Séchigne. Heureusement qu'il n'y avait aucun malade à déplorer. On frémait en songeant à la terrible catastrophe qui aurait pu en être la conséquence, si l'éboulement se fut produit au moment où les voitures du Bourg d'Oisans passaient en ce lieu si pittoresque et si dangereux.

M. Boissac, de l'hôtel du Petit-Versailles, à Schiltigne, prévenu de l'éboulement par un voyageur de passage la nuit en ce lieu, a pris immédiatement, et avec un louable empressement, les mesures nécessaires pour faire débarrasser la route par les cantonniers, en sorte que les voitures du Bourg d'Oisans qui devaient passer la même nuit sur cette route ont pu circuler sans encombre.

« L'un des blocs descendus de la montagne était enclavé dans le pavé de la route à une telle profondeur qu'il a fallu certainement faire jouer la mine pour parvenir à l'extraire. Une hauteur prodigieuse, il était, paraît-il, tombé d'un bon sur la route, et le choc avait été tellement violent que la route avait été entièrement défoncée. »

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Notre correspondant spécial de Marseille nous écrit à la date d'hier 2 juin :

« En dehors des choses municipales, on se préoccupe beaucoup ici de la question des allumettes et des conséquences du monopole revendiqué par l'Etat. Le tribunal de Marseille et la Cour d'Aix sont loin de donner gain de cause à l'administration. Divers fabricants ont été indemnisés de l'indemnité d'expropriation qui leur a été accordée par l'Etat. Ils ont porté l'affaire devant les tribunaux qui se sont déclarés compétents et qui ont bien et bien condamné l'administration des finances. La Cour d'Aix a été particulièrement sévère, et M. le procureur général Bataille a déposé des conclusions très-véhémentes contre les prétentions de l'Etat.

D'autre, le ministère des finances s'est exécuté pour les premières indemnités votées aux plus gros fabricants et six millions de francs ont été comptés, il y a trois jours, à M. Four, qui possédait une des plus importantes fabriques de notre ville. Un autre fabricant, M. Meiffren, n'ayant pas voulu accepter l'indemnité primitivement fixée, a successivement épuisé tous les degrés de juridiction ; son affaire est en ce moment à la Cour de cassation, qui ne peut tarder à rendre son arrêt. Il s'agit de deux millions neuf cent quatre-vingt mille francs.

Nous avons depuis quelques jours en ville le capitaine du vapeur la Plata, qui vient de jeter le câble sous-marin reliant Constantinople à Odessa. Ce câble ne mesure pas moins de 725 kilomètres et son immersion a duré plus de 72 heures, car la mer était très mauvaise et la houle a vivement contrarié l'opération. Il y a environ 635 kilomètres entre Kilia et le cap Portiana, point d'atterrissage sur le rivage russe, mais la nouvelle ligne n'a pu être établie avant ce jour, à cause d'un retard dans l'expédition du matériel.

Aujourd'hui une jonction est établie entre le câble sous-marin et le réseau télégraphique ottoman. La taxe adhérente à la ligne sous-marin ne devra pas dépasser 6 francs pour une dépêche simple ; le maximum des correspondances entre la Turquie d'Europe et la Russie, sera donc ainsi de 14 francs. Entre Constantinople et Odessa, cette taxe sera réduite à 12 francs. La concession est accordée pour 20 ans et la compagnie s'est engagée à immerger un autre câble lorsque les dépêches se seront accrues, au point de rendre un seul fil insuffisant.

HAUTE-GARONNE. — Le congrès archéologique de France, sous la direction de la société française d'archéologie, tient cette année sa 41<sup>e</sup> session à Toulouse. Cette session s'est ouverte le lundi 1<sup>er</sup> juin, à 2 heures de l'après-midi, dans la salle des Illustres, au Capitole ; elle sera close le 6.

Cinq séances générales d'archéologie tiendront cinq séances générales à Agen, à la suite du congrès de Toulouse.

La première séance aura lieu le lundi 8 juin, dans la salle de la préfecture.

Les portraits des nouveaux ministres viennent de paraître, sur papier teinté, chez Heymann, 15, rue du Croissant, à Paris ; en vente chez tous les libraires, au prix de 10 centimes les 9 portraits.

## VOLONTARIAT D'UN AN

Préparation aux examens du 15 septembre, par M. G. Fleury, rue de l'Hôtel-de-Ville, 106.

## VOLONTARIAT D'UN AN

Cours préparatoires aux examens, par M. G. Fleury, rue de l'Hôtel-de-Ville, 106. — Ouverture le 15 juin. — Professeurs spéciaux.

Maison FICHET, de Paris, COFFRES-FORTS, à Lyon, 2, place de la Bourse.

## DÉCÈS

Les personnes qui n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de M<sup>me</sup> veuve **Melchior Ogier, née Elisabeth-Joséphine Dugala**, sont priées par sa famille de vouloir bien considérer le présent avis comme une invitation à assister à ses funérailles qui auront lieu jeudi 4 juin, à 8 heures 3/4 du matin.

Le convoi partira du domicile de la défunte, quai de l'Est, 13, pour se rendre à l'église de la Rédemption et de là au cimetière de Rillieux.

## BIBLIOGRAPHIE

La géologie de la France, par M. Burat. — Description géologique de l'Auxois (Colletot). — L'architecture du monde des atomes (Gaudin). — L'histoire du géologue dans l'Ardeche (Dalmas) (1).

« Apprécier un livre, dit un critique, le faire désirer comme une chose utile ou le faire pousser comme un conseiller dangereux, est une entreprise difficile et délicate. L'exagération dans l'éloge ou le blâme est un écueil contre lequel un esprit passionné ou prévenu peut échouer. Les œuvres littéraires ou philosophiques exigent de l'analyse et du critique, non seulement la connaissance de la science ou de l'art, l'esthétique, mais aussi du sentiment, un goût exquis, une raison élevée, un jugement sain et droit. »

Dans cette analyse, nous procéderons par la méthode des naturalistes qui, pour se familiariser avec la structure et les fonctions des êtres vivants, en décrivent d'abord les organes, leurs formes, leurs modifications, leur genre, et puis font connaître les fonctions que remplissent ces organes. Nous ferons aussi l'anatomie et la physiologie des œuvres de l'esprit ; nous disséquerons les créations de l'intelligence humaine, nous en dévoilerons les rouages, le mécanisme ou l'organisme, c'est-à-dire la texture, les formes, en un mot la charpente du livre. Nous irons encore plus profondément, nous ferons connaître les fonctions de ces organes ; la physiologie d'un livre est la fonction de la pensée humaine. Mais outre sa fonction physiologique ou l'étude des forces que le style donne à la pensée, il est important, dans l'analyse d'un livre, de mettre en évidence sa fonction économique ou le rôle qu'il est destiné à remplir, le progrès qu'il a réalisé, ses usages, en un mot, le rôle utile ou social.

Géologie de la France. — La géologie de la France ne saurait être l'œuvre d'un seul homme. La connaissance exacte et complète du sol de notre pays ne peut s'acquiesce que par le concours de tous les géologues. Depuis les travaux remarquables de Guettard, Brongniart, Dufrenoy et Elie de Beaumont, un grand nombre de géologues ont étudié en détail les diverses régions de notre pays ; ils en ont fait connaître la nature et la structure. Les divers travaux, publiés en partie dans le bulletin de la Société géologique de France n'ont pas été soumis jusqu'ici à un travail synthétique d'ensemble, à un travail de comparaison, de coordination et de critique. Cependant M. Burat a mis à profit tous ces nombreux matériaux ; il a fait de fréquents emprunts à MM. d'Archiac, Rozet, Hébert, Emile de Marmas, Fournet, Gruner, Colomb, Delesse, Leymerie, Ebray, Lorg, Nogués, Gras, Raulin, Coquand, etc.

M. Raulin a écrit pour *Patria* une petite géologie de la France ; cet ouvrage tout incomplet qu'il est, ne manque pas cependant de mérite. Dans ces derniers temps, M. Lambert a présenté, sous le titre de *Nouveau guide de géologie* écrite une géologie de la France. Cette prétention n'est nullement justifiée par la publication de son livre.

M. Burat a mieux compris ce qui devait être une géologie nationale. Son livre, la *Géologie de la France* édité avec soin et élégance par M. Baudry, à Paris, (en vente chez M. Georg, rue de Lyon, à Lyon), est conçu sur un plan plus logique que le livre de M. Lambert.

La division en circonscriptions départementales ou artificielles est laissée de côté par M. Burat comme défectueuse et rompant tous les rapports stratigraphiques.

Après un examen rapide des formes du sol, des cartes géologiques, des régions orographiques, des bassins géologiques et hydrographiques naturels, des vallées, etc. (Chapitre I). M. Burat étudie les contrées ou régions géologiques de la France.

Sa description géologique débute par l'examen de l'orographie et de la stratigraphie des contrées granitiques, porphyriques et de transition, qui forment nos montagnes et les accidents les plus accusés du sol de la patrie. Là se trouvent le plateau central avec ses terrains anciens et ses roches éruptives, les hautes barrières des chaînes alpines et pyrénéennes, nos remarquables défilés des Ardennes et des Vosges. Tout cela est décrit avec soin dans deux longs chapitres ; le dessin vient à l'aide du géographe et du géologue, et montre tantôt par des vues pittoresques, tantôt par des coupes, la structure extérieure et intérieure de ces massifs. Les contrées houillères (Chapitre IV), avec leurs différents bassins sont étudiées avec soin ; de nombreuses coupes mettent le lecteur en présence des exploitations de la houille.

En 100 pages M. Burat nous dit tout ce que l'on sait de plus précis sur nos bassins houilliers. Il est inutile de dire que cette partie du livre est traitée de main de maître.

L'étude des contrées secondaires (Chap. V) et surtout celle des contrées tertiaires et quaternaires (Chap. VI) laisse à désirer. Nous regrettons que M. Burat n'ait pas sacrifié les dépôts récents à ses préférences pour les sédiments anciens. En moins de 100 pages, il passe en revue les terrains triasiques et jurassiques de l'est de la France, les dépôts jurassiques et crétacés du centre et du midi. Heureusement que la brièveté des descriptions se trouve amplement compensée par la multiplicité des coupes.

La stratigraphie, l'orographie et la pétrologie servent de base au livre de M. Burat : la paléontologie n'y occupe qu'un rang secondaire ou très-effacé. Ce n'est pas ainsi cependant que nous concevons un ouvrage d'ensemble sur les connaissances géologiques acquises ; nous le voudrions plus complet. Mais tel qu'il est, la *Géologie de la France* est cependant un excellent livre, indispensable à tous les géologues et aux étudiants.

Description géologique de l'Auxois, par M. Colletot. — La Description de l'Auxois a valu récemment une récompense publique à son auteur. Ce livre est réellement digne de l'attention des lecteurs et de l'intérêt des géologues : les faits y sont soigneusement observés, bien classés et parfaitement décrits.

Dans la première partie, *Orographie*, M. Colletot décrit le sol de l'Auxois, sa structure et ses accidents.

La deuxième partie, de beaucoup plus importante, comprend la *Pétrographie*, la *Stratigraphie* et la *Paléontologie*, c'est-à-dire plus de la moitié de l'ouvrage. L'étude des terrains de cristallisation occupe une grande partie de la pétrographie ; les granites et les porphyres du Morvan y sont

(1) A Lyon, librairie Georg, rue de Lyon, 65.

étudiés avec soin. Les terrains sédimentaires, depuis les plus anciens dépôts jusqu'aux plus récents, sont soigneusement décrits : leur classification est basée sur les données les plus récentes de la science et sur la paléontologie. Mais la *Géologie* est la partie la plus originale et la plus neuve de la Description de l'Auxois.

M. Colletot passe en revue les opinions des auteurs qui ont écrit sur l'origine de la terre et expose les sciences propres, ce qui lui permet de développer des idées nouvelles et originales sur la formation du Morvan, de l'Auxois, et par suite de la terre.

Enfin l'excellente monographie de M. Colletot se termine par un chapitre de géologie agricole, de météorologie et d'éthnographie locales. Nous n'avons eu qu'un regret en parcourant la Description géologique de l'Auxois, c'est de n'y trouver ni cartes ni coupes graphiques.

Minéralogie et du Naturaliste dans l'Ardeche, par M. Dalmas. — M. Dalmas ne s'est pas contenté de faire un guide, au lieu d'indiquer simplement et exactement les gisements des fossiles, les affleurements des terrains ou des roches, il a prétendu à mieux. Il a voulu faire passer sa petite théorie ! Qui n'a pas une petite théorie à l'usage du public, qui tout souvent la dédaigne ! M. Dalmas initie ses lecteurs à ses idées personnelles sur l'origine et la formation de notre globe ; il fait encore bien plus pour eux ; afin de leur faire contempler les traits du géogéniste ardèche, il a placé son portrait en tête de son livre ! A part ces petites faiblesses de l'humaine nature, l'ouvrage de M. Dalmas est un excellent guide qui initie exactement à la topographie du pays qu'il décrit, fait connaître ses roches éruptives, ses volcans, ses laves, ses basaltes, ses minerais, ses terrains sédimentaires, paléozoïques, houillers, triasiques, jurassiques, crétacés et tertiaires, donne des coupes métriques, des listes de fossiles. Ajoutez à tout cela des vues pittoresques en belle lithographie, et vous n'aurez qu'une faible idée de cet estimable guide dans l'Ardeche.

L'Architecture des Mondes des Atomes, par M. Gaudin. Cet ouvrage d'architecture moléculaire est très-remarquable. L'espace nous manque pour l'analyser. Nous ne pouvons placer ici ces atomes, dont les mouvements architecturaux qu'ils édifient surprennent même les imaginations les plus froides.

## Nouvelles du Matin

## PARIS

(Correspondance spéciale du Journal de Lyon.)

On s'attendait hier, pendant tout le cours de la séance, à voir le centre droit s'unir avec les trois gauches pour repousser la seconde délibération sur la loi électorale municipale ; au scrutin, qui d'ailleurs a été fort confus, la gauche et les bonapartistes ont seuls voté contre le principe de la loi électorale qui, en revanche, a été admis par plusieurs membres du centre gauche. Quant à M. d'Haussonville lui-même, il s'est abstenue. Il faut en conclure qu'il n'y avait aucune combinaison de préméditation ou qu'on a changé de tactique dans le cours de la discussion.

Du reste le débat a été fort peu municipal : M. Jozon a parlé du suffrage universel, M. d'Haussonville, des législatives et des bonapartistes, M. Amédée Lefèvre-Pontalis des législatives d'avant et d'après le 20 novembre. Ce qui prouve que, dans la confusion où nous sommes, toute question acquiert fatalement un caractère politique.

Le fait capital de la séance a été le discours, très-net et fort bien dit, de M. d'Haussonville : le jeune député du centre droit a tenu à dire leur fait aux bonapartistes et aux législatives, et on peut affirmer que son intervention a eu double caractère : rupture définitive des 317 avec le groupe de l'appel au peuple et la réunion des chevaliers légers, ce qui implique, à moins d'admettre un parti-pris d'isolement, un désir d'entente avec le centre gauche.

C'est ainsi que le centre gauche l'a compris, surtout quand il a appris que le centre droit avait tenu avant la séance une réunion dans laquelle il avait résolu de soumettre au centre gauche des propositions formelles ; une commission de trois membres a même été nommée par le centre droit pour arrêter et rédiger ces propositions, en sorte que la partie est maintenant engagée.

Y a-t-il véritablement des chances pour qu'un accord sérieux s'établisse entre ces deux groupes si animés l'un contre l'autre depuis le 24 mai ? Il y faudrait, je crois, de part et d'autre beaucoup de bonne volonté et d'abnégation ; puis le centre droit et le centre gauche sont également divisés sur cette question même. Beaucoup de députés du centre droit se sont engagés à fond dans la politique réactionnaire ; quelques-uns ont même servi l'empire, comme MM. Daru et Talhouët et ceux là feront tous leurs efforts pour que la conjonction n'ait pas lieu. La plupart sont quelque peu effrayés d'un changement si complet de politique et d'alliances ; ils ont peur de sacrifier une attitude à laquelle ils tiennent, une minorité qui n'est qu'une minorité aujourd'hui mais qui peut redevenir une majorité dans certaines questions d'administration intérieure.

Depuis un an, les animosités entre les deux centres se sont manifestées sur bien des points ; on est d'autant plus allumé qu'on est plus près l'un de l'autre : c'est l'histoire des provinces frontalières. J'ajoute que, dans le centre gauche même, beaucoup de députés sont acquis à l'idée de la dissolution ; ils ne croient pas qu'il y ait désormais rien de possible avec l'Assemblée actuelle et ils répugnent à favoriser des replâtrages. M. Thiers est, assurément, du nombre de ces désabusés.

Bref, il y a beaucoup de gens à persuader, à entraîner à droite comme à gauche et ce n'est pas une besogne facile : elle peut même être entravée tous les jours par les incidents et les conflits parlementaires les plus inattendus. Néanmoins, l'élection de la Nièvre et les élections semblables qu'on prévoit, trop facilement peut-être, ont déjà fait beaucoup pour aplanir les obstacles et le sentiment de ce danger commun peut rapprocher beaucoup d'antagonismes en apparence irréconciliables.

On a beaucoup remarqué à ce propos deux articles qui ont passé à la fois dans le *Journal de Paris* et dans le *Français* et où les chances favorables et défavorables d'une conjonction entre les centres sont longuement énumérées. Le thème de ces deux journaux c'est que le centre droit s'associerait volontiers aux desiderata du centre gauche en ce qui touche l'organisation et la reconnaissance de la République, à la condition que le centre gauche renoncerait à l'alliance des radicaux pour épouser la politique et accueillir le personnel administratif de M. le duc de Broglie.

Cette déclaration des deux organes du centre droit, que la République ne ferait pas peur

aux députés de ce groupe parlementaire est déjà un grand point, et le centre droit devrait bien commencer par là : il témoignerait ainsi de sa bonne volonté et retrouverait peut-être par cela seul quelques sympathies dans le pays.

Pourquoi n'essaie-t-il pas ? Quant à la politique de combat, il est bien clair qu'il faut y renoncer : admettre la République pour continuer la réaction, ce n'est vraiment pas la peine, et le centre gauche paierait des alliés trop cher à ce prix ; mais le centre droit n'est pas foncièrement réactionnaire, et puisque le duc de Broglie est tombé, à quoi bon garder avec tant de soin et d'obstination un personnel qui eût dû disparaître avec lui ?

Dans le même ordre d'idées, je dois vous signaler un appel à l'union des centres paru ce matin dans le *Journal des Débats*, sous la forme d'un article non signé. L'auteur de ce manifeste est, m'assure-t-on, M. Casimir Périer. Il y engage les députés qui s'étaient entendus un instant pour constituer un ministère, qu'il figurait à la fois M. d'Audiffret-Pasquier et M. Waddington, à reprendre leur œuvre dans l'Assemblée même, afin de constituer sur les mêmes bases une majorité parlementaire.

Je vous signale aussi un article que je crois être également de M. Casimir Périer, et qui a paru dans le *Temps* de ce soir : on y rappelle fort opportunément qu'à la fin de 1872, 110 députés déposèrent une proposition portant la prorogation pour quatre ans des pouvoirs de M. Thiers, une loi sur la transmission des pouvoirs, une loi sur le renouvellement partiel de l'Assemblée, et une loi sur une seconde Chambre.

Parmi ces 110 députés qui voulaient ainsi organiser la République purement et simplement, se trouvaient pas mal de membres du centre droit, qui récemment encore appuyaient le duc de Broglie dans ses projets de septennat-personnel. Conclusion : les députés du centre droit qui se résignent si bravement en 1872 à la reconnaissance et à l'organisation de la République ont aujourd'hui des raisons bien autrement fortes pour en revenir là : ils ont l'avortement de la tentative de restauration et les progrès évidents du bonapartisme.

Je vous signale aussi une note de la Presse ; il y est dit que le maréchal pourrait bien mettre l'Assemblée en demeure de constituer le septennat suivant ses promesses et suivant la loi même qu'elle a votée. La Presse passe depuis longtemps, vous le savez, pour l'organe spécial de la présidence. Comme on ne peut rien constituer du tout en ce moment sans le concours du centre gauche, ce sera peut-être un nouveau coup d'aiguillon à l'adresse du centre droit.

Aujourd'hui le débat s'est engagé tout d'abord sur la loi électorale politique dont l'examen s'est trouvé fort avancé par les deux votes émis sous son coup dans la séance d'hier. La gauche radicale et une partie du centre gauche ont imaginé de demander la question préalable à l'extrême gauche, c'est une manière de protester a priori contre toute atteinte au droit de suffrage tel qu'il est actuellement exercé : c'est M. Brissot qui s'est chargé d'exposer ce point de vue. Au centre gauche, c'est un moyen de réclamer avant tout la reconnaissance et l'organisation de la République la loi électorale pouvant dépendre des institutions ou du suffrage universel sera nécessairement appelé à jouer un rôle.

L'avantage de la question préalable, c'est que les orateurs inscrits pour la soutenir sont nécessairement entendus les premiers. Or, beaucoup des députés avaient déjà retenu un tour de parole pour la discussion de la loi électorale elle-même : la clôture aurait donc pu être prononcée sans que l'Union républicaine, par exemple, eût formulé ses protestations. On craignait beaucoup, paraît-il, que M. Ledru-Rollin, qui s'est fait tout simplement élire pour lutter contre les tentatives de mutilation du suffrage universel, ne voulût à toute force prendre la parole ; et, quelque modérés que soient aujourd'hui ses intentions, on prévoyait que son nom, regardé par bien des gens comme un épouvantail, ne jetât vers la droite quelques députés du centre gauche.

M. Brissot dit les mêmes choses sans exposer son parti aux mêmes périls. Il a seulement déchaîné les fureurs de la guerre entre M. Levert et M. Baze. M. Levert est un ancien préfet à poigne de l'empire ; quand il a dit : « Nous vous imposerons silence un jour », M. Baze a sauté sur son banc. Je me figure qu'il a dû rappeler au député bonapartiste la manière expéditive dont Napoléon III a imposé silence à ses contradicteurs. Vous savez que M. Baze, dont la résistance comme questeur de l'Assemblée législative du 2 décembre est restée légendaire, a été appréhendé dans son lit et conduit à Mazas presque en chemise.

Je ne sais pas quelle issue a eue le scrutin sur la question préalable ; mais évidemment beaucoup de députés, d'ailleurs hostiles à la loi électorale, n'auraient pas voulu diriger un vote injurieux contre la commission des Trente. L'extrême droite n'aura pas voulu non plus s'associer à un vote qui semble nier en principe toute possibilité de modifier les règles actuelles en matière de suffrage. Il eût été tout aussi efficace et beaucoup plus sûr de demander qu'on ne passât pas à une seconde délibération : les bonapartistes auraient voté dans ce sens avec les législatives extrêmes qui considèrent la loi électorale comme le début des lois constitutionnelles.

Dans l'état des choses, je crains que la question préalable ait rallié à peine les trois gauches : or, il est toujours inutile de se compter quand on n'est pas en nombre suffisant.

## ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 2 juin 1874.

PRÉSIDENCE DE M. BUFFET

La séance est ouverte à 2 h. 45. L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi électorale organique et politique.

M. Brissot demande à l'Assemblée de déclarer qu'il n'y a pas lieu de délibérer, au nom du suffrage universel, sur un projet de mutilation du suffrage universel.

L'orateur ne croit pas que les mandataires du suffrage universel aient le droit de porter atteinte aux droits de ceux qui ont nommé leurs représentants. C'est, selon lui, le suffrage universel qui est la plus grande garantie, la seule garantie contre des tentatives de révolution.

M. Brissot adjure l'Assemblée de ne pas donner, par une loi de restriction du suffrage universel, une arme à ce parti qui s'était emparé violemment du pouvoir au 2 décembre et conduit la France à la journée de Sedan.

(Vifs et nombreux applaudissements à gauche. — Exclamations violentes dans les groupes bonapartistes.)

M. Gallotti d'Artois, Abbattucci et Gavial interpellent directement l'orateur, et lui reprochent la part qu'il a prise au 4 septembre.

M. Brissot réplique que ce n'est pas le 4 septembre qui a fait la journée de Sedan.

La gauche renouvelle ses applaudissements avec fureur.

L'orateur accuse le parti bonapartiste de trahison à son retour malgré l'acte de déchéance que l'Assemblée a prononcé contre la dynastie impériale.

A ce moment, plusieurs députés du groupe de l'appel au peuple s'élançant de leur place au pied de la tribune ou se lèvent pour interpellier l'orateur avec vivacité.

Des paroles violentes sont échangées entre ce groupe et toute la gauche.

Ces paroles provoquent un mouvement inattendu sur plusieurs bancs de la gauche et un certain nombre de ses membres quittent brusquement leur place pour venir se mêler au groupe des députés de l'appel au peuple.

Les colloques deviennent alors tout à fait personnels ; les mots qui se prononcent de part et d'autre ne parviennent pas jusqu'à nous.

La discussion est suspendue de fait pendant quelques minutes.

Quand le silence se rétablit, M. Buffet adjure l'Assemblée de garder l'attitude calme qui convient à des débats aussi graves.

M. Brissot achève son discours en réclamant la question préalable.

M. Baudin, rapporteur, repousse la question préalable et déclare à M. Brissot qu'il ne croit pas que ni au dedans, ni au dehors de l'Assemblée, ce soit lui que le parti conservateur ait chargé de la défense de ses intérêts.

M. Baudin succède à M. Baudin et appuie la demande de la question préalable, par ce motif qu'avant de faire la loi électorale, qui n'est qu'organique, il faut savoir ce que sera la constitution, ce que sera la forme du gouvernement, et s'il y aura une seule Chambre, ou si le pouvoir législatif sera partagé entre deux Assemblées, et enfin quel sera le titre et la fonction du chef de l'Etat.

M. Baudin appuie son opinion sur celle de M. Dufaure et conclut à la loi électorale, même politique, le caractère constitutionnel, et ne lui attribue qu'un caractère organique.

M. Buffet, interrompant l'orateur, lui fait observer qu'il s'écarter de la motion de M. Brissot en faveur de la question préalable, puisqu'en fait, il n'argumente que sur un point d'ordre qui n'est qu'une proposition d'urgence.

M. Baudin maintient sa proposition le caractère d'une demande motivée de question préalable, et la formule, en effet, à l'aide de considérants qui en expliquent le but.

M. Lacaze combat la question préalable comme devant amoindrir le prestige de l'Assemblée. Il fait appel à la conciliation pour assurer la stabilité du pays à beson.

L'orateur, tout en repoussant la question préalable, dépose une proposition par laquelle l'Assemblée ne discutera la loi électorale qu'après le vote des lois constitutionnelles.

M. Tolain proteste contre le rapport qui, loin de vouloir organiser le suffrage universel, veut le mettre en suspicion, et insiste pour la question préalable.

M. de Laetzel. — Tous, à droite et à gauche, nous sommes les fils du suffrage universel. Nous verrons ceux qui auront l'audace de porter la main sur leur père.

La question préalable est repoussée par 503 voix contre 189 sur 692.

La proposition Lacaze, demandant que la loi électorale soit discutée après les lois constitutionnelles, est repoussée par 394 voix contre 317 sur 711.

L'Assemblée passe à la première délibération de la loi électorale.

M. Delorme, du centre gauche, combat le projet de la commission. Il veut le suffrage universel probe et libre et discute les divers systèmes étudiés dans la commission des lois constitutionnelles. Il démontre que toute l'histoire de France n'est qu'une longue revendication de ses droits politiques et que le suffrage universel n'est pas en contradiction avec le sentiment national.

Il résume le rapport qui fait de l'électorat une fonction et non un droit.

Il dit qu'on fait trop ou trop peu. Si le suffrage universel est mauvais, il faut le supprimer ; mais la suppression amènerait une explosion, il faut donc le respecter dans son entier en l'éclairant et l'organisant.

Il y a un état civil politique, le scrutin de liste et le suffrage à deux degrés.

L'orateur termine par un appel à la conciliation et à la confiance, deux choses qu'on ne trouve pas dans le rapport. (Applaudissements.)

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

Après une discussion entre MM. Bathie, de Tilly, de Bottard et Delacour, l'Assemblée fixe à samedi la nomination au scrutin public des trois membres de la commission des Trente en remplacement de M. Tailhand, de Cumont et Grivart.

La séance est levée à 6 h. 15.

## DÉPÊCHES

MATIN. — 7 HEURES.

Paris, 2 juin, 4 h. 20, soir.

La commission du budget vient d'être officiellement informée que le conseil d'Etat a rejeté le projet d'impôt par lequel M. Magne proposait, pour équilibrer le budget, une augmentation d'un demi décime sur les contributions.

Les pourparlers dont il est question depuis plusieurs jours entre le centre gauche et le centre droit sont enfin engagés officiellement.

M. d'Audiffret-Pasquier, président du centre droit, s'est abouché avec M. Léon de Malleville, président



quatre-vingt. Parmi ces animaux, on remarque surtout un très grand nombre de cerfs et même le grand cerf, divers sangliers, le bouquetin, un fragment de dent de mammoth et autres débris non encore déterminés.

Déjà l'année dernière, M. Quicheray avait signalé en ce lieu des débris de l'époque préhistorique, et, cette année, ses premières observations sont pleinement confirmées. Plus tard, il publiera une notice sur cette importante découverte.

Le prince Demitry Tschawtschawze, descendant au Grand-Hôtel de Vienne, vient d'être victime d'un vol important. Un jeune homme, qu'il avait admis dans son intimité, lui a enlevé pour plus de 30,000 roubles de valeurs. Le voleur a enlevé entre autres quatre robes de dame en soie, trois revolvers d'un travail exquis, un sabre à poignée d'or sur lequel sont gravés les mots : « Général Piron », une Sainte Vierge avec un cadre en or enrichi de gros diamants d'une valeur de 6,000 roubles, un costume monténégrin, plusieurs uniformes russes, ainsi que tous les papiers et documents appartenant au prince.

Le jeune homme en question est de manières et d'un extérieur distingués; on croit qu'il s'est dirigé sur Paris.

Un événement assez grave est arrivé vendredi matin, vers huit heures, dans le train express de Dieppe à Rouen, coïncidant avec le service du paquebot d'Angleterre.

Deux personnes accompagnant, dans un wagon, un habitant de Tinschey, M. Hamel, qu'elles ramenaient de Londres, où il s'était trouvé sous le coup d'un accès de fièvre. A peu de distance de la station de Clèves, M. Hamel tenta de s'élever hors du wagon, et il fallut, pour le retenir, toute l'énergie de ses deux compagnons de route.

La lutte devint même pendant quelques instants fort dangereuse. M. Hamel avait le haut du corps sorti en dehors de la portière; et il fallut entraîner ceux-là mêmes qui cherchaient à le sauver.

Heureusement, un voyageur qui se trouvait dans un compartiment voisin, M. Théodore Fouché, s'aperçut de ce qui se passait, et eut le courage de sortir de son wagon et d'aller

avertir le conducteur du train, qui fit arrêter aussitôt.

On put alors maîtriser M. Hamel, et, après un arrêt de dix minutes environ, le train reprit sa route vers Rouen. A l'arrivée, le malade a été remis entre les mains des médecins.

Dans l'après-midi du 25 mai, le comte Faïna, d'Orvieto, frère du député de Pérouse, revenant en voiture de la foire de Viterbe, a été fait prisonnier par quatre malfaiteurs sur la route postale toscane, entre Montefascone et Orvieto.

Après l'avoir conduit dans les montagnes voisines, les bandits ont fait savoir à sa famille qu'ils demandaient pour son rachat 150,000 livres.

C'est la seconde fois depuis deux mois que pareil fait se produit sur ce territoire, à quelques heures de distance de la capitale. Malheureusement, ce dernier rachat, d'après les nouvelles arrivées cette nuit, aurait eu une fin tragique: le comte Faïna aurait été tué par les brigands.

## CONDITIONS PUBLIQUES DES SOIES

Lyon, 1<sup>er</sup> juin

NUMÉRO	SORTES	FRANCE	ESPAGNE	ITALIE	GRÈCE	CHINE	INDES	JAÏN	POIDS
56	Org.	30	1	8	2	8	2	2	4324
57	Tram.	14	2	4	1	2	16	8	3925
58	Grég.	14	3	1	1	2	16	8	2555
59	Div.	14	3	1	1	2	16	8	
60	Bob.	14	3	1	1	2	16	8	
61	Lain.	14	3	1	1	2	16	8	
449	Org.	51	6	15	3	10	20	12	11306
450	Tram.	14	2	4	1	2	16	8	962
451	Grég.	14	3	1	1	2	16	8	2400
452	Div.	14	3	1	1	2	16	8	
62	Org.	1	1	1	1	2	27	9	3372

Ballots conditionnés depuis le 1<sup>er</sup> du mois 266 n<sup>os</sup>  
Ballots pesés depuis le 1<sup>er</sup> du mois 91 n<sup>os</sup>

SAINT-ETIENNE, 2 juin.

NUMÉRO	SORTES	FRANCE	ESPAGNE	ITALIE	GRÈCE	CHINE	INDES	JAÏN	POIDS
16	Organsin	2	1	9	1	1	1	1	1288 70
17	Trames	1	1	1	1	1	1	1	925 49
18	Grèges	1	1	1	1	1	1	1	48 41
19	Diverses	1	1	1	1	1	1	1	
20	Bobines	1	1	1	1	1	1	1	
29	Organsin	3	1	9	1	1	1	1	2262 30

NUMÉRO	SORTES	FRANCE	ESPAGNE	ITALIE	GRÈCE	CHINE	INDES	JAÏN	POIDS
3	Organsin	1	1	3	1	1	1	1	100 48
4	Trames	1	1	1	1	1	1	1	33 82
5	Grèges	1	1	1	1	1	1	1	95 83
6	Diverses	1	1	1	1	1	1	1	
7	Bobines	1	1	1	1	1	1	1	

20 Ouvrages ..... Grèges  
18 Décreusages ..... 1 Moulins

AUBERNAIS, 2 juin.

2	Organsin	177
3	Trames	33 82
4	Grèges	493
5	Ballots pesés	342

Total ..... 1.012

Opérations de décreusage .....  
Dernier numéro placé ..... 23  
Total du 1<sup>er</sup> au 2<sup>er</sup> ..... 1.933

AVIGNON, 2 juin.

1	Organsin	99 95
2	Trames	218 53
3	Grèges	

Total ..... 318 48

BALLOTS PESÉS

1	Organsin	
2	Trames	
3	Grèges	

Total ..... 318

VALENCE, 2 juin.

5	Organsin	323
6	Trames	25
7	Grèges	25
8	Ballots pesés	25

Total ..... 348

Opérations de décreusage .....  
Dernier numéro placé ..... 348  
Total du 1<sup>er</sup> au 2<sup>er</sup> ..... 348

## BULLETIN COMMERCIAL.

Paris, 2 juin.

Les cours des blés à livrer aux conditions du règlement de Paris sont faibles : Disponible et courant, 38 75; prochain, 37 25; août, 36 75; septembre et octobre, 35 fr.; 4 derniers, 34 50.

Les farines ont des cours bien tenus tout en donnant lieu à peu d'affaires.

Farines 8 marques : disponible et courant, 80 50; prochain, 79 25; août, 75 50; septembre et octobre, 70 fr.; 4 derniers, 67 50.

Les farines supérieures cotent respectivement 80 fr., 78 fr., 75 fr., 68 fr. et 66 50.

Les huiles de colza sont offertes en baisse : Disponible et courant, 78 fr.; prochain, 79 fr.; août, 80 25; 4 derniers, 82 25; 4 premiers, 83 50.

Les huiles de lin fléchissent encore : Disponible, 76 fr.; courant, 75 50; prochain, 76 fr.; août, 75 75; 4 derniers, 73 fr.

Les esprits 3/6 Nord fin sont en hausse par suite de mauvaises nouvelles de la récolte de betteraves, qu'on veut croire perdue.

Disponible et courant, 62 fr.; juillet-août et 4 derniers, 63 fr.; 4 premiers, 60 fr.

Les sucres raffinés sont tenus de 147 à 148 fr., suivant marque.

Les autres marques se maintiennent assez fermement : sucres blancs n. 3, disponible et courant, 67 50 à 67 25.

Sucres bruts 88° saccharimétriques 10/13, 56 50; 7/9, 60 75 à 61 fr. les 100 kil.

Marseille, 2 juin.

Sucres. — Calmes. On a vendu 70 sacs Guadeloupe balance à 27 50 les 50 kil.

Cafés. Calmes. On a noté 280 sacs Capisani à 178 fr. les 50 kil.

Cotons. Calmes. On a fait 50 balles Idelp à 70 et 30 balles Salomon à 80 les 50 kil.

Cafés. — On a traité 400 sacs Guayra non gragé à 115 fr., 216 sacs dit dit à 115, 317 sacs dit gragé à 130, 60 quarts Bonifère à 245 acquitté, 43 quarts habitant à 242 dit et 190 sacs Malabar à 114 50 les 50 kilogr.

Sucres. — 75 barriques Guadeloupe usine sans prix.

Le Havre, 2 juin.

Cotons. — Affaires calmes, tendance faible. Ventes : 400 balles. Très-ordinaire Louisiane disponible, 100 50 à 101 fr.; dit dit sur juillet, 99 fr., les 50 kilogr. entrepôt.

Liverpool, 2 juin.

Cotons. — Ouverture du marché : ventes probables d'aujourd'hui, 8,000 balles. Marché sans changement. Importations, 88,000 balles.

## RECETTES DES CHEMINS DE FER

DOMBES ET SUB-EST.

20<sup>e</sup> semaine de 1874, du 14 au 20 mai.

Voyageurs, bagages et messagerie	18,248
Marchandises, etc.	14,247 78

Total ..... 32,495 78

Semaine correspondante de 1873 ..... 30,436 05

Différence ..... 2,059 73

Récapitulation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1874 ..... 664,735 68

Récapitulation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1873 ..... 621,479 50

Différence ..... 43,256 18

OBSERVATIONS METEOROLOGIQUES

du 3 juin.

PAR BOULADE, INGÉNIEUR-OPTICIEN

THERMOMÈTRE	à midi	PRESSION	baromètre	ÉTAT	du ciel	VENT	à 7 h. du m.
+16°/21°	+27°/31°	0,748	beau	S mod.			

Hauteur du Rhône au-dessus de l'étiage. 0 00

Sa température ..... +13

Hauteur de la Saône au-dessus de l'étiage. 0 00

Sa température ..... +20

Quantité d'eau tombée à Lyon du 15 au 31 mai ..... 0,009

SITUATION GÉNÉRALE.

Les vents des régions sud dominent toujours sur la France, le ciel généralement nuageux et le baromètre baisse sur le golfe de Gascogne.

Manche, Groningue, Brest, pression moyenne, vent S-E et S-O faible, ciel nuageux, mer belle.

Valencia, Bayonne, vent faible S-E et S-O, ciel nuageux, mer belle.

Livourne, Naples, Perpignan, pression forte, vent E modéré, ciel beau, mer agitée.

Paris : température hier 6 h. matin + 17° 2/10, à midi + 26° 3/10, baromètre, 0,761.

## CONCERTS BELLECOUR

Mercredi 3 juin, à 8 heures 1/2 du soir.

PREMIÈRE PARTIE  
Le Dieu et la Bayadère, ouverture... Auber.  
L'Alsacienne, mazurka... E. André.  
Chaconne... A. Durand.  
Faust, fantaisie... Gounod.

DEUXIÈME PARTIE  
Une Pensée à Rome, ouverture... Leroux.  
Entr'acte de Don César de Bazan... Mascagni.  
Hamlet (La tête du printemps)... A. Thomas.  
Orchestre, de 60 musiciens. — M. E. Mangin, chef.

DIGESTIONS DIFFICILES

Nous recommandons à nos lecteurs l'usage des EAUX VIVARAISES 1.3.5.7.9.

Ces eaux de Vals, très-gazeuses excitent l'appétit et facilitent la digestion.

A moins d'indication du médecin demandeur le N<sup>o</sup> 5.

Dépot chez tous les pharmaciens et marchands d'eaux.

## La Poudre Tachet

est la meilleure pour la destruction des insectes. — E. GALZY, successeur, rue Bugeaud 28, à Lyon.

OBLIGATIONS DE LA

VILLE DE PARIS (1865)

et du Canal de Suez (1868)

Tirage du 15 Juin 1874. — 532,000 fr. de lots.

On participe à ces deux tirages, en versant 20 fr. ou 10 fr. pour un seul tirage, chez M. COCHARD, changeur, 6, rue de Lyon, 3143.

## DOCTEUR MOURGUE

dentiste

15, RUE DE LYON, 15

IMP. H. STORCK, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, 70.

## ANNONCES LÉGALES, JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

Etude de M<sup>e</sup> BEAUJOLIN, huissier à Lyon, rue Saint-Pierre, n<sup>o</sup> 41.

### VENTE JUDICIAIRE

Le samedi six juin mil huit cent soixante-quatorze, à dix heures du matin, sur la place de la Croix-Rousse, à Lyon, il sera procédé à la vente aux enchères et au comptant, d'objets mobiliers, savoir : bureau, secrétaire acajou, glace, buffet, table ronde, chaises, pendule, guéridon, commode, établis de mécanicien avec accessoires, forge et son soufflet, enclumes, moule bois débité, soies à main, presses en bois, etc., etc. 3150

Etude de M<sup>e</sup> GOURDIAT, huissier à Lyon, place des Terreaux, 9.

### AVIS

Le vendredi cinq juin mil huit cent soixante-quatorze, à onze heures du matin, il sera procédé sur la place Saint-Paul, à Lyon, à la vente aux enchères publiques et au comptant, de divers objets saisis, tels que : comptoir, tables, chaises, rayonnages, commode, balances, etc., etc. 3154

### AVIS

Madame Faure a l'honneur de prévenir le public, qu'elle a repris la direction de son bel établissement, connu sous le nom de Brasserie de Lyon, sis à Lyon, rue de la Barre, 14.

Les personnes qui auraient des réclamations à adresser à Monsieur Rivière, sont priées de les faire dans le délai de dix jours, à la Brasserie. 3156

TARNAVASSI, brocheur, rue Ferrandière, 6

Etude de M<sup>e</sup> DAMOUR, avoué à Lyon, rue Saint-Pierre, 44.

### VENTE PAR LICITATION

devant le tribunal civil de Lyon,

1<sup>re</sup> D'UNE BELLE

## MAISON

SITUÉE A LYON, COURS MORAND, N<sup>o</sup> 24, Ayant une superficie de 493 mètres.

Mise à prix ..... 150,000  
Revenu ..... 19,778

2<sup>e</sup> D'UNE

## MAISON DE CAMPAGNE

SITUÉE A DARDILLY  
Composée de Maison bourgeoise, Bâtiment de granger, Jardins d'agrément et potager, Bois de haute futaie.

Le tout de la contenance de trois hectares quarante ares.

Mise à prix ..... 20,000  
Adjudication au Samedi 20 juin 1874, à midi.

Pour les renseignements, s'adresser à M<sup>e</sup> DAMOUR, avoué poursuivant, ou à M<sup>e</sup> GALLIOT, avoué à Lyon, quai de la Pêcherie, 11. 3153

## M<sup>e</sup> CHRÉTIENT

DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS, traite les maladies des femmes par une méthode toute spéciale. A la suite de longues et incessantes recherches scientifiques, elle est arrivée à traiter avec grand succès la STÉRILITÉ et ses diverses affections. — M<sup>e</sup> Chrétient compte quinze années de succès qui dépassent toutes les prévisions, et assurent à son traitement une immense supériorité sur toutes les méthodes connues jusqu'à ce jour. — Analyse des urines. — Consultations tous les jours de midi à quatre heures.

9, rue Bourbon, au 1<sup>er</sup>, Lyon. 2386

## Hospices civils de Lyon

### AVIS

Le 23 courant, la Commission exécutive des hospices adjudgera, dans la salle de ses assemblées, passage de l'Hôtel-Dieu, n<sup>o</sup> 44, à une heure, une parcelle de 208 mètres de la masse n<sup>o</sup> 135, aux Brotteaux, située à l'angle de l'avenue de Noailles et de la rue Duquesne.

La mise à prix est de 35,360 fr. Ce qui porte le mètre carré à 170

S'adresser, pour voir le plan et le cahier des charges, au secrétariat général des hospices, passage de l'Hôtel-Dieu, n<sup>o</sup> 44, tous les jours non fériés de 9 heures du matin à 4 heures de l'après-midi. 3151

## A VENDRE

pour cause de maladie, un FONDS DE LINGERIE & BONNETERIE très-bien achalandé, situé dans un excellent quartier de Lyon.

Facilité pour le paiement. S'adresser à l'Agence générale de publicité, 14, rue Confort, sous le n<sup>o</sup> 29. 3137

## Médaille d'OR — Prime de 16,600 fr.

## QUINA LAROCHE

« la totalité des principes du quinquina, » (Gazette des Hôpitaux).

Cet ELIXIR de quinquina est un extrait complet des TROIS quinquinas (rouge, jaune et gris). Il est reconstituant, digestif et anti-réux; d'un goût fort agréable, son efficacité reconnue depuis longtemps par tout le corps médical, lui vaut d'être considéré comme la plus complète et la plus puissante des préparations de quinquina, contre la

Débilité générale, le Manque d'appétit, les Digestions difficiles, les Fièvres longues et pernicieuses, etc.

PARIS, 15 & 22, rue Drouot, et dans toutes les Pharmacies.

## A vendre

une grande quantité de Maisons, Vignes, Châteaux, Fermes, Usines, Campagnes, Chutes d'eau, Forêts, etc.

S'adresser à M. Deschiens, rue des Maronniers, 5, à Lyon. 2910

## UN JEUNE HOMME

de 28 ans, ayant plusieurs années de voyage, connaissant parfaitement la chapellerie et la soierie, offre ses services comme employé et comme voyageur. Il fournira les meilleures références. S'adresser au bureau du journal.

## On demande COMPTANT

à acheter un comptant à un office de commissaire-priseur, de Lyon à Chalon, ou dans l'Ain. S'adresser au bureau du journal. 3109

## PHOTOGRAPHIE GODET

Lyon, — quai Saint-Antoine, 10, — Lyon

Portraits-cartes, Portraits grand format, Groupes, Epreuves artistiques d'une exécution irréprochable.

Grande modicité de prix.